

ÉCONOMIE & CONSTRUCTION

La revue de l'économie de la construction

INTERNATIONAL

RETOUR SUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE DUBAÏ

« CONSTRUIRE LE FUTUR »
DURABILITÉ, OPPORTUNITÉ ET MOBILITÉ



■ VITE DIT / OBSERVATOIRE DES COÛTS DE LA CONSTRUCTION, UNE NOUVELLE AMBITION ! - PALMARÈS DE LA 20^E ÉDITION DES TROPHÉES DE LA CONSTRUCTION 2021 - LE BUREAU EXÉCUTIF 2021-2024 ■ CONGRÈS / RETOUR SUR LES TEMPS FORTS DU 49^E CONGRÈS 2021 À NÎMES ■ FORMATION / MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ ■ DOSSIER HORS-SÉRIE / ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION, UNE VOCATION ■ EUROPE / CONSEIL EUROPEËN DES ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION ■ SYNDICAT / RETOUR SUR L'INAUGURATION DES NOUVEAUX LOCAUX ■ QUALIFICATION / ENTRETIEN AVEC MATTHIEU LAMY ■ HOMMAGE / RETOUR SUR LA CARRIÈRE DE JEAN-PIERRE GOUEL



Vos partenaires sont-ils qualifiés ?

Vous voulez travailler avec des professionnels compétents, au fait des dernières évolutions du marché ? Assurez-vous que vos économistes de la construction et programmistes sont qualifiés OPQTECC !

Les procédures de qualification de l'OPQTECC comprennent des examens minutieux de deux instances et l'intervention potentielle d'experts. De plus, afin d'assurer la valeur de ses qualifications, l'OPQTECC exige pour leur renouvellement (tous les 4 ans) le suivi d'un important nombre d'heures de formation.



OPQTECC

organisme référent
pour la qualification
**des Économistes
de la construction
et des Programmistes**



Organisme de qualification
des Économistes de la construction
et des Programmistes

tél. 01 45 56 92 67
www.opqtecc.org
secretariat@opqtecc.org

L'HORIZON DE 2022 EST CLAIR



“
Les lourds nuages
qui nous accompagnent
depuis deux ans ne
s'éterniseront pas.

EDITO

// C'est une réalité.

Tout ne sera pas facile mais les économistes de la construction, reconnus comme centraux dans la prospective et la transformation de l'acte de construire et d'aménager, sont prêts.

Nous sommes prêts, dans cette période exigeante, à reconstruire une cathédrale, bâtir une école, réhabiliter un hôpital, accompagner et guider les acteurs économiques de ce pays qu'ils soient Maîtres d'ouvrage, Maîtres d'œuvre ou entreprises, et, bien sûr, à concrétiser le rêve d'une maison.

Plus que jamais, c'est notre dessein, notre désir, notre devoir.

Gardons le cap !

Franck Dessemon,
Président de l'Untec

SMAvie

VOTRE RETRAITE ET
CELLE DE VOS SALARIÉS
AVEC LE NOUVEAU PER⁽¹⁾

Vous vous préoccupez de votre avenir et de celui de vos salariés ?

Découvrez le nouveau PER entreprise, une solution d'épargne pour la retraite simple et attractive pour les salariés des entreprises⁽¹⁾.

Parlez-en avec un conseiller SMAvie !

www.smavie.fr

(1) PER Entreprise est un plan d'épargne retraite obligatoire et un contrat collectif d'assurance vie à adhésion facultative dont les garanties sont exprimées en euros et/ou en unités de compte. Les supports en unités de compte présentent un risque de perte en capital.
(2) Dans les limites et conditions de la législation en vigueur.



SMAvie BTP, société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 772 - 8, rue Louis Armand - CS 71201 - 75738 PARIS Cedex 15

Ces informations sont fondées sur la réglementation en vigueur au 10/11/2021 et ne constituent pas un conseil ou un avis juridique ou fiscal

DOCUMENT PUBLICITAIRE
SANS VALEUR CONTRACTUELLE

NOUVEAU

Ref. : PV0616 - Novembre 2021 - Crédit photo : Getty-images

SOMMAIRE

4 VITE DIT

■ OBSERVATOIRE DES COÛTS DE LA CONSTRUCTION, UNE NOUVELLE AMBITION ! / PALMARÈS DE LA 20^E ÉDITION DES TROPHÉES DE LA CONSTRUCTION 2021 - LE BTP À L'HEURE DU BAS CARBONE / LE BUREAU EXÉCUTIF 2021-2024

8 CONGRÈS



■ RETOUR SUR LES TEMPS FORTS DU 49^E CONGRÈS 2021 À NÎMES

18 FORMATION

■ MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ

19 DOSSIER HORS-SÉRIE



■ ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION, UNE VOCATION

32 EUROPE



■ CONSEIL EUROPÉEN DES ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION

34 SYNDICAT



■ RETOUR SUR L'INAUGURATION DES NOUVEAUX LOCAUX

40 INTERNATIONAL



■ RETOUR SUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE DUBAÏ

44 QUALIFICATION

■ ENTRETIEN AVEC MATTHIEU LAMY

46 HOMMAGE

■ RETOUR SUR LA CARRIÈRE DE JEAN-PIERRE GOUEL

Économie & Construction - 74, rue de la Fédération 75015 Paris - Tél. : 01 45 63 30 41 - Fax : 01 42 56 14 52 - www.untec.com - Éditeur : Untec Services - Directeur de la publication et ligne éditoriale : Franck Dessemon - Directeur adjoint de la publication : Céline Pintat - Conception-réalisation : Obea Communication - Imprimeur : Shareprint - Publicité : RIVE MÉDIA / Tél. : 01 45 63 54 77 - contact@untec-services.fr

Les textes de publicité sont rédigés sous la responsabilité des annonceurs. Ils n'engagent pas Économie & Construction. Pour garantir son indépendance, Économie & Construction se réserve le droit de refuser (même en cours de programme) toute insertion publicitaire sans avoir à justifier sa décision.

Abonnement annuel (4 numéros) : 100 € TTC - Prix du numéro : 25 € TTC - Dépôt légal 4^e trimestre 2021 - ISSN 1297-8043 / CPPAP : 0404 G 86427.

Crédits photo : sauf mention, Untec ou iStockphoto.

POUR RETROUVER LES PRÉCÉDENTS NUMÉROS : www.untec.com



OBSERVATOIRE DES COÛTS DE LA CONSTRUCTION, UNE NOUVELLE AMBITION !

Économie & Construction / Pouvez-vous nous refaire la genèse de l'observatoire des coûts ?

Ludovic Jean / L'observatoire des coûts existe depuis près de trente ans, il est né dans les années 90 à l'initiative de l'Untec dans le cadre d'une structure qui s'appelle l'IRIEC dont le but était de regrouper des maîtres d'ouvrage autour des économistes de la construction pour travailler sur des statistiques et des données de coûts.

L'IRIEC a notamment permis de développer la suite logicielle MeTod sous forme collaborative à partir de remontées de coût notamment fournies par les maîtres d'ouvrage, pour alimenter la base de données de cette suite logicielle.

Cette structure étant tombée en sommeil depuis la fin du développement de la suite logicielle, nous avons décidé avec Franck Dessemont, Président de l'Untec, de donner durant sa mandature une nouvelle dimension à l'observatoire des coûts porté par l'IRIEC, en remplaçant les économistes et la nomenclature Untec au cœur de l'évaluation des coûts. L'IRIEC sera réorganisé en domaines de spécialités comme le milieu hospitalier, la promotion immobilière, le logement, le pénitentiaire, le ferroviaire, etc. pour fédérer, comme ce fut le cas par le passé, toutes les institutions représentatives des différents univers de l'acte de bâtir ; ceci en vue de définir ensemble des stratégies d'analyse statistique des coûts de la construction.

É & C / Vous avez aujourd'hui de nouvelles ambitions pour l'observatoire des coûts, quelles sont-elles ?

L J / Aujourd'hui l'USH s'est engagée aux côtés de l'Untec dans une convention destinée à élaborer ensemble une première analyse des coûts, dans le cadre du coût global sur le volet impact social, avec comme objectif de présenter les premiers résultats lors du congrès de l'Untec à la Rochelle les 1^{er} et 2 septembre 2021. Cette première collaboration doit avoir valeur d'exemple pour générer de l'attractivité auprès d'autres institutions de l'acte de construire.



É & C / Quels sont les moyens de l'observatoire des coûts ?

L J / Nous allons d'abord devoir faire évoluer les statuts de l'IRIEC afin qu'ils correspondent aux nouvelles missions de la structure, élargies et plus pérennes. L'essentiel des études vont être réalisées par Untec Services et des opérateurs économiques du secteur concurrentiel en fonction de leurs compétences respectives. L'idée principale est que l'IRIEC et à travers elle l'Untec en tant que syndicat des économistes accompagne la collecte, l'analyse et la présentation des données. Les membres de l'IRIEC pourront également décider de diligenter des études de coûts. Les résultats seront bien sûr leur propriété – mais les synthèses seront versées au centre de ressources de l'IRIEC – rendus accessibles en ligne et sous forme physique, libres de droit. La partie physique sera hébergée par l'Untec. Le financement se fera sous la forme d'une cotisation annuelle des adhérents des différents collèges, pour assurer le fonctionnement de l'IRIEC.



INTERVIEW DE

LUDOVIC JEAN,
MEMBRE DU BUREAU
DE L'UNTEC EN CHARGE
DE LA RECHERCHE
ET DU DÉVELOPPEMENT

É & C / En dehors de l'USH quels sont les partenaires qui sont déjà engagés dans la démarche à vos côtés ?

L J / La FFB, la CAPEB, la FPI ou GRDF ont par exemple déjà exprimé un vif intérêt pour notre démarche et le souhait de nous rejoindre. Nous avons d'ailleurs déjà engagé des discussions. Côté Untec, nous avons, à la demande de la CSC2E, engagé des travaux sur les coûts de construction du logement collectif liés à la RE2020. Cette étude à terme rejoindra le giron de l'IRIEC.

É & C / Quels sont les sujets les plus prégnants dans le cadre du coût global aujourd'hui ?

L J / Parler de coût aujourd'hui, ce n'est pas simplement parler d'investissement comme nous le faisons depuis des siècles ; il s'agit d'intégrer également la notion de coût global restreint au sens de l'investissement et de l'exploitation, et au-delà la notion de coût global étendu avec deux dimensions plus qualitatives et subjectives, mais devenues essentielles : la dimension sociale et la dimension environnementale, portées d'ailleurs par la réglementation. Nous sommes donc sur les effets induits de l'investissement qui touchent notamment les occupants des bâtiments. C'est sur cet axe que nous allons travailler en priorité avec l'USH ; tel que, par exemple, calculer le gain en pouvoir d'achat d'un locataire de HLM généré par la diminution de sa facture énergétique en raison de l'amélioration de la performance énergétique de l'enveloppe et des équipements. Il y a également d'autres composantes à analyser, comme la qualité de l'ouvrage et des abords qui améliorent les espaces communs des immeubles de logement et donc indirectement le confort des habitants. Cela génère indirectement une meilleure qualité de vie, une diminution des dégradations par l'augmentation du respect du lieu de vie, qui induit une diminution des coûts d'exploitation et de maintenance. C'est ce que nous avons l'intention d'aborder avec l'USH dans nos premières études.

PALMARÈS DE LA 20^E ÉDITION DES TROPHÉES DE LA CONSTRUCTION 2021 LE BTP À L'HEURE DU BAS CARBONE

Le 9 septembre 2021, 24 lauréats ont été distingués parmi 214 projets participants, lors d'une soirée exceptionnelle conclue par un message de madame la ministre chargée du Logement, Emmanuelle Wargon. Une soirée organisée par Batiactu et le groupe SMA, marquant la vingtième édition des Trophées de la Construction.

Le palmarès 2021 reflète l'engagement des professionnels de la construction, du BTP et du cadre de vie, face au défi de la transition environnementale qui connaît une accélération majeure, à quelques mois de l'entrée en vigueur, dans le résidentiel, de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) et, après les discussions autour de la loi « Climat et résilience ».

Rénover plutôt que détruire, convertir des bureaux en logements, et utiliser massivement des matériaux biosourcés ou réemployés : le Grand prix du jury, ainsi que son Prix coup de cœur montrent que les professionnels répondent présents à ces enjeux.

Céline Pintat, Secrétaire Générale de l'Untec, a eu l'honneur de remettre le Prix « Rénovation Logement collectif », également Grand Prix du Jury, au projet Pantin Délézy.



“
UNE SOURCE D'INSPIRATION ET D'ESPOIR.

Emmanuelle Wargon, Ministre chargée du Logement.

LES LAURÉATS

Grand Prix du Jury



PANTIN DÉLÉZY – Pantin (93)
©Croixmariebourdon - Takuji Shimmura

Prix spécial « Coup de cœur du Jury »



RÉSILIENCE – LA FERME DES POSSIBLES – Stains (93)
©Frédéric Denise - archipel zéro



RETROUVEZ LA LISTE COMPLÈTE DU PALMARÈS 2021 SUR LE SITE :
batiactu.com/edito/decouvrez-laureats-trophees-construction-2021-62495

LE BUREAU EXÉCUTIF 2021-2024

FRANCK DESSEMON, ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNTEC ET SON ÉQUIPE ONT PRIS LEURS FONCTIONS RESPECTIVES À L'ISSUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 02 JUIN 2021.

LES ÉLUS AU BUREAU EXÉCUTIF NATIONAL



LES ÉLUS À LA PRÉSIDENTE DE RÉGION



TOITURES SUPPORT ACIER OU BOIS
SYSTÈMES D'ISOLATION PSE/PU KNAUF
TECHNIQUES... ET MALINS !

KNAUF

MÉMENTO DES TOITURES ALLÉGÉES
ISOLATION SOUS ÉTANCHÉITÉ SUR SUPPORTS ACIER OU BOIS

Recevez gratuitement le NOUVEAU MÉMENTO

KNAUF

Sur tôle d'acier nervurée (TAN), les systèmes d'isolation « mixtes » Knauf associent :

- de fines couches de laine de roche ou de perlite expansée,
- à de fortes épaisseurs de Knauf Therm (PSE) ou de Knauf Thane (PU).

Il est ainsi possible d'atteindre de hautes performances d'isolation... tout en allégeant les structures et les coûts !

✓ LÉGERS pour les charpentes
✓ VALIDÉS en ERP* et ICPE**
✓ SÉCURITÉ INCENDIE respectée

*Établissements Recevant du Public
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Knauf Therm TTI Se Knauf SteelThane

knauf.fr

RETOUR SUR LES TEMPS FORTS DU 49^E CONGRÈS 2021 À NÎMES

es 21 et 22 octobre derniers a eu lieu le 49^e Congrès de l'Untec à Nîmes, consacré aux enjeux du « coût global ». Une édition qui a offert un programme de grande qualité. Un grand débat, deux ateliers, une MasterClass étaient organisés les 21 et 22 octobre dernier. Ils étaient articulés autour de la problématique de coût global, de ses évolutions et de ses impacts sur les métiers de la filière construction.

MASTERCLASS CCAG MAÎTRISE D'ŒUVRE

Cette année, le Vice-président des Affaires Professionnelles de l'Untec, Cyrille Sartor, a présenté la veille du Congrès, une thématique métier importante pour les économistes de la construction : le CCAG Maîtrise d'œuvre. Depuis 2009 et la précédente refonte des CCAG, et malgré la proposition de la MIQCP*, les économistes de la construction attendaient un CCAG** spécifique aux marchés publics de maîtres d'œuvre. Après plusieurs années d'attente, les économistes de la construction ont obtenu ce précieux document. Ce nouveau CCAG est une véritable avancée pour la profession. Depuis le 1^{er} avril dernier, il améliore considérablement, dans un sens comme dans l'autre, la relation maîtres d'œuvre – maîtres d'ouvrage, tout en équilibrant les contrats.

QUELLES SONT LES ÉVOLUTIONS ?

- L'architecture et le contenu du nouveau CCAG maîtrise d'œuvre
- La liste des différents documents contractuels, hiérarchisation, dérogation
- Les groupements conjoint ou solidaire, rôle et responsabilité des cotraitants et du mandataire
- Les clauses techniques, ordres de service, réserves éventuelles
- Les clauses financières, avance, acompte, indexation des prix, pénalités, réfections, projet de décompte mensuel
- La gestion des prestations modificatives et/ou supplémentaires, gestion des litiges et réclamations
- La décision d'admission des prestations, ajournement, réfaction, rejet, achèvement financier du marché
- Le paiement mensuel, défaut de paiement du maître d'ouvrage
- Le régime des avances : option A ou B
- La limitation des pénalités
- La rémunération complémentaire en cas de dépassement du délai de chantier...



PRÉSENTÉ PAR



CYRILLE SARTOR,
VICE-PRÉSIDENT DES AFFAIRES
PROFESSIONNELLES
DE L'UNTEC



* Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques.

** Cahiers des Clauses Administratives Générales.

LE GRAND DÉBAT

Le sujet du coût global a été l'occasion pour les intervenants d'échanger lors du grand débat intitulé « Coût global et Cycle de vie : quelle méthode pour quels enjeux ? » à propos des enjeux économiques et climatiques pour la filière ainsi que du rôle de l'ensemble des parties-prenantes en matière d'apports, d'impacts et de conditions de succès. Avec la Réglementation Environnementale 2020

(RE2020), qui porte sur la construction de bâtiments neufs et entrera en application en janvier 2022, sont fixés des objectifs environnementaux à atteindre d'ici 2050 pour que la construction réduise ses dépenses énergétiques et privilégie le bas carbone. Grâce à elle, il sera possible de chiffrer « l'impact global » sur l'ensemble des matériaux et des équipements et ce pour une période de 50 ans pour chaque bâtiment.

Cette future réglementation travaillée avec l'ensemble de la filière dont l'Untec, le Plan Bâtiment Durable et le Ministère du Logement, rend cette méthode de « Coût global » et d'analyse des « Cycles de vie » incontournable pour réussir la transition énergétique, qui est vitale pour ce secteur. Une méthode qui au départ répondait à une exigence de rationalité économique...

MORCEAUX CHOISIS

Les intervenants :

Franck Dessemon, Président de l'Untec

Julien Plantier, Premier Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme de la Mairie de Nîmes

Frank Hovorka, Directeur technique & innovation de la Fédération des Promoteurs Immobiliers de France

Nicolas Prudhomme, Directeur de la maîtrise d'ouvrage et des politiques patrimoniales de l'Union Sociale pour l'Habitat

Jean-Marc Daniel, Économiste, professeur à l'ESCP Paris

Valérie Flicoteaux, Vice-présidente du CNOA



JULIEN PLANTIER
PREMIER ADJOINT AU MAIRE DÉLÉGUÉ À L'URBANISME
DE LA MAIRIE DE NÎMES

« La référence au cycle de vie du bâtiment existe dans nos cahiers des charges, mais ce n'est pas automatique. Nous sommes, côté collectivité, soumis à un calendrier plus restreint que celui imposé au bâtiment.

Ce n'est pas un sujet très populaire parce que pas forcément très visible, donc on le fait parce que c'est dans l'ADN des collectivités. Par exemple sur des cas très précis de bâtiments anciens, pour lesquels, cette notion de coût global n'avait pas été prise en compte. Des bâtiments hérités de municipalités précédentes que nous pouvions laisser en l'état jusqu'à ce qu'ils tombent en désuétude et redevenaient des friches, ou nous pouvions prendre le problème à bras le corps et exploiter des typologies de dispositifs existantes comme les « CREM » qui sont des contrats extrêmement onéreux pour les collectivités qui ne sont pas encore une fois visibles du plus grand nombre, mais qui nous engagent par rapport à l'avenir. Ce n'est pas le cas de toutes les collectivités qui faute de moyens sont obligées de fermer des rues du domaine public parce que nous avons fermé les yeux sur le sujet pendant des années. Il est pourtant de la responsabilité de tous de se saisir du sujet du coût global. Aujourd'hui heureusement, le sujet est « à la mode » au sein des collectivités qui n'étaient pas férue du sujet et qui s'emparent désormais du sujet ».



VALÉRIE FLICOTEAUX
VICE-PRÉSIDENTE DU CNOA

« La question du cycle de vie du bâtiment est assez nouvelle pour les architectes. C'est quelque chose d'assez complexe. C'est un sujet sur lequel l'ordre s'est penché dans le cadre de la formation continue des architectes et qui est maintenant enseigné dans les écoles d'architecture. Les jeunes vont être moteurs sur le sujet. C'est un sujet d'autant plus important que les architectes interviennent dans des équipes de maîtrise d'œuvre pluri disciplinaires. Nous ne sommes pas seuls sur ces sujets. Nous sommes accompagnés soit par des économistes, soit par des Bureaux d'Étude. Il y a un sujet également sur lequel nous sommes sensibilisés et investis, c'est le sujet du réemploi. Comment on remet sur le marché des composants qui ont déjà servi dans d'autres bâtiments dans le cadre de la déconstruction ».



FRANCK DESSEMON
PRÉSIDENT DE L'UNTEC

« Le modèle de coût global est connu. Il s'articule autour de notions assez simples : investissement, maintenance, exploitation et déconstruction. Ce qui est nouveau c'est d'essayer de ne pas laisser d'empreinte. Ne pas laisser d'empreinte, ça ne veut pas dire ne pas avancer, au contraire, ça veut dire avancer mais en prenant en compte toutes les données nécessaires en posant toutes les hypothèses pour ne pas en laisser. Voilà l'évolution principale que vont connaître nos métiers. Il existe des outils, il existe des méthodes. Pourquoi ne les mettons nous pas en œuvre ? »

ATELIER N°1

COÛT GLOBAL, LA RÉPONSE ADAPTÉE FACE À LA RÉGLEMENTATION

Le 29 juillet 2021 est paru le décret n° 2021-1004 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine. Celui-ci précise l'entrée en vigueur de la RE2020 à compter du 1^{er} janvier 2022 pour la construction de bâtiments ou parties de bâtiments à usage

d'habitation, et à partir au 1^{er} juillet 2022 aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiments de bureaux, ou d'enseignement primaire ou secondaire.

La RE2020 obligera les acteurs à calculer le bilan carbone et les dépenses énergétiques sur le cycle de vie d'un bâtiment.

C'est dans ce cadre que les intervenants ont échangé sur le coût global et son rôle essentiel pour aider les donneurs d'ordre à faire des choix. Un atelier animé par Céline Pintat, Secrétaire Générale de l'Untec et François Bayle, Adhérent Untec & Gérant des Sociétés GBA&Co et GBA Énergies.

MORCEAUX CHOISIS

Les intervenants :

Alban Charrier, Directeur-adjoint de la maîtrise d'ouvrage et des politiques patrimoniales de l'Union Sociale pour l'Habitat

Ludovic Jean, Vice-président suppléant en charge de la recherche et du développement à l'Untec

Cyrille Sartor, Vice-président en charge des Affaires Professionnelles de l'Untec

Pascal Asselin, Dirigeant du cabinet Asselin, économiste et ancien président de l'Untec



ALBAN CHARRIER

DIRECTEUR-ADJOINT DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DES POLITIQUES PATRIMONIALES DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

« La RE2020 c'est quasiment un changement de métier. On ne concevra plus ou on n'achètera plus un ouvrage de la même façon. C'est un renouvellement de la réglementation qui rebalaye à peu près tout et en particulier les ratios économiques. C'est pour cela que nous avons besoin des économistes.

La RE2020 rajoute, avec la notion de cycle de vie, une dimension temporelle forte en matière de bas carbone ou de maîtrise énergétique, mais ce n'est pas que ça. Pour les bailleurs sociaux le coût global devrait être le critère de choix et pas seulement sur des thématiques économiques.

La RE2020 va nous pousser à aller plus loin sur ce critère de coût global en y intégrant en particulier l'impact social sur nos occupants. Donc un coût global que nous articulons autour de la durée de vie, de l'environnemental et de l'impact social ».



LUDOVIC JEAN

VICE-PRÉSIDENT SUPPLÉANT EN CHARGE DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT À L'UNTEC

« La question du coût global telle qu'elle est posée aujourd'hui par les maîtres d'ouvrage, tourne autour de deux approches. Il y a les collectivités engagées qui vont chercher à mesurer l'impact économique des choix environnementaux de leur projet, mais le plus souvent nous sommes face à des collectivités qui se préoccupent du bilan économique de leur opération. Combien j'investis et combien ça me rapporte.

Prenons l'exemple d'une petite collectivité qui souhaite maintenir sa population sur son territoire. Elle va construire dans des logements à prix maîtrisé, financés à hauteur de 80 % – donc avec une part d'autofinancement de 20 % – que la collectivité va aller chercher auprès de son banquier et à qui elle va devoir démontrer que les logements construits vont générer un apport qui financera le prêt. Donc nous sommes bien dans un bilan prévisionnel d'exploitation et un raisonnement en coût global en matière de construction, de maintenance et de gestion sur 20 ou 30 ans ».



CYRILLE SARTOR

VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE DES AFFAIRES PROFESSIONNELLES DE L'UNTEC

« On ne peut pas aujourd'hui évaluer les risques assurantiels. On nous demande de faire notre métier, à nous de bien le faire en utilisant les bons outils. Le risque évoluera certainement avec le temps puisqu'aujourd'hui on n'a pas encore de recul. Il nous faudra attendre quelques années pour avoir un retour sur le calcul et la réalité. Il y aura à un moment une évolution des assurances, mais il est encore trop tôt.

La RE2020 sera effective pour les logements et habitations au 1^{er} janvier 2022 puis connaîtra différents jalons avec des évolutions tous les trois ans : 2025, 2028, 2031 avec pour chaque étape une augmentation des calculs et des objectifs à atteindre. L'Untec est très investi dans le Conseil Supérieur de la Construction de l'Efficacité Énergétique qui représente l'espace de discussion de l'ensemble de la filière avec la DHUP, discussion qui nous assure, en tant que syndicat représentatif, que les décisions prises sont les bonnes pour notre planète mais aussi pour l'ensemble des acteurs ».



PASCAL ASSELIN

DIRIGEANT DU CABINET ASSELIN, ÉCONOMISTE ET ANCIEN PRÉSIDENT DE L'UNTEC

« Ça fait 20 ans que l'Untec a la même position en matière de coût global. Il faut travailler pour la filière. Nous ne sommes pas seuls, nous sommes entourés de gens compétents et surtout nous avons des clients. Et notre rôle en tant qu'économiste c'est de vulgariser la notion de coût global auprès de nos clients qui ne sont pas sachants.

Un bon économiste, c'est un économiste qui est très proche de son client, loyal et indépendant notamment en matière de mesure de la performance y compris pour les utilisateurs. À terme nos calculs vont devenir engageants y compris dans le cycle de revente des logements avec certainement un marché énorme pour les assureurs ».



ATELIER N°2

LE COÛT GLOBAL EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION, QUELLES FORMATIONS ET QUELLES COMPÉTENCES ?

Un sujet fondamental, articulé autour des formations mais surtout des outils disponibles et de leur pertinence, de l'organisation des maîtres d'ouvrage par rapport à cette problématique de compétences et de son impact sur le contenu même des appels

d'offres. Les intervenants se sont intéressés au principe de révision des Cycles de vie et au calcul du coût global en termes de budgets dans le contexte actuel de hausse des matières premières et du gaz. C'est dans ce cadre de réflexion qu'ils

ont échangé sur les formations et compétences mises au service du coût global. Un atelier animé par Céline Pintat Secrétaire Générale de l'Untec et François Bayle, Adhérent Untec & Gérant des Sociétés GBA&Co et GBA Énergies.

MORCEAUX CHOISIS

Les intervenants :

Nadine Paguet, Chef de département GCCD à l'IUT de Bordeaux

Ludovic Jean, Vice-président suppléant en charge de la recherche et du développement à l'Untec

Didier Christophle, Directeur du développement de Qualitel

Matthieu Lamy, Vice-président suppléant Représentation Internationale (CEEC – ICMS) de l'Untec



NADINE PAGUET
CHEF DE DÉPARTEMENT GCCD À L'IUT
DE BORDEAUX

« Il y a pour moi deux niveaux de sortie. Celui en bac + 3 et celui en bac + 5. En bac + 3, la licence professionnelle est en pleine révolution avec comme objectif majeur que ceux qui en sortent soient le plus adaptables possibles et en capacité d'évoluer dans leur métier.

La formation est donc très large. Puis il y a le Master qui équivaut lui à un titre d'ingénieur et qui se spécialise en dernière année sur la partie économie de la construction.

Dans l'enseignement, le coût global est abordé sous l'angle de la mission qui englobe cinq blocs de compétences : savoir prescrire et définir des solutions techniques en bâtiment et en TP, savoir échanger avec les ingénieurs, manager des équipes et organiser des chantiers, et enfin suivre techniquement un ouvrage sur toute sa durée de vie de sa conception à sa déconstruction. C'est dans ce dernier bloc de compétences que nous retrouvons plus spécifiquement la notion de coût global ».



LUDOVIC JEAN

VICE-PRÉSIDENT SUPPLÉANT EN CHARGE DE LA
RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT À L'UNTEC

« Nous nous sommes rendu compte à l'Untec, il y a déjà plusieurs années, qu'il était absolument nécessaire d'accompagner les évolutions de notre environnement professionnel et de l'acte de bâtir, en offrant à nos confrères et consœurs des formations pour leur permettre d'acquies en formation continue les notions de coût global. Cette formation dispensée par l'Untec est adossée au module Gestion, développé par notre R&D. Elle renforce la montée en compétences de l'économiste qui a commencé il y a 50 ans, en accompagnant celle des métres vérificateurs, et se traduit aujourd'hui en management de projet ou en AMO ».



DIDIER CHRISTOPHLE

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DE QUALITEL

« Le CERQUAL délivre la marque NF Habitat HQE qui est un signe de qualité pour les opérations de construction, de réhabilitation mais également pour la copropriété. Cette certification permet donc d'attester de la performance d'une opération de construction. Cette certification est aujourd'hui très orientée sur le carbone, la biodiversité et sur la qualité de l'air intérieur. Elle propose également des curseurs qui vont permettre à un maître d'ouvrage d'aller chercher une performance en coût global sur son opération. Qualitel Formation a signé un partenariat avec l'Untec dans le but de développer la formation à destination des promoteurs et des bailleurs ».



MATTHIEU LAMY

VICE-PRÉSIDENT SUPPLÉANT REPRÉSENTATION
INTERNATIONALE (CEEC – ICMS) DE L'UNTEC

« Au départ nous avions au sein de l'OPQTECC, une mention coût global qui permettait aux économistes qui le pratiquaient d'être identifiés. Nous avons depuis créé deux qualifications coût global pour tenir compte des niveaux d'application de la norme. Il y a donc une qualification pour les économistes qui appliquent l'intégralité de la norme ISO 15686 et une qualification pour ceux qui pratiquent les opérations au quotidien et qui ne sont pas totalement conformes à la norme. Cela permet à ceux qui veulent s'inscrire dans cette démarche d'être identifiés auprès des maîtres d'ouvrage qui sont partie prenante de l'OPQTECC ».

MASTERCLASS « OUTIL ADAPTÉ AU COÛT GLOBAL GESTIONA »

MORCEAUX CHOISIS EN IMAGES

La Masterclass « outil adapté au coût global » a été l'occasion d'aborder le sujet en deux temps. Dans un premier temps, Ludovic Jean, Vice-président suppléant Recherche & Développement de l'Untec, a présenté la notion du coût global. Dans un second temps, Christophe Maret, Référent Recherche & Développement et Dirigeant du Cabinet Maret & Associés, a expliqué l'utilité du module de la suite MeTod intitulé Gestion, un module d'estimation en coût global, à travers une démonstration.



ILS NOUS EN PARLENT



BERTRAND ALAYRAC,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION
OCCITANIE UNTEC

Le congrès s'est très bien passé. On a connu un véritable succès en termes de visiteurs. J'ai eu le sentiment que tout le monde était ravi et avait envie d'être là. En effet, pour beaucoup d'entre nous, il s'agissait d'un moment de retrouvailles.

Président de la région Occitanie Untec, je me suis occupé du stand de l'Untec. J'ai eu l'opportunité de rencontrer et d'échanger avec de nombreux étudiants présents dans le cadre du Forum Emploi Prescription. J'ai principalement répondu aux interrogations relatives au métier d'économiste de la construction, les attendus et les évolutions.

À ma grande et agréable surprise, j'ai observé la présence de nombreux jeunes confrères pour qui le Congrès de l'Untec était une première.

Ce fut l'occasion de dialoguer, de manière plus personnelle sur leurs besoins, leurs inquiétudes, sur le métier et/ou leurs façons de travailler.

Je tiens tout d'abord à remercier la ville de Nîmes et la Mairie qui nous a très bien reçu et qui nous a apporté son aide dans l'organisation du Congrès. La ville de Nîmes était très enthousiaste d'accueillir le 49^e Congrès de l'Untec.



La présence d'élus est primordiale dans ce type de manifestation. En effet, les mairies ont en charge des groupes scolaires, des équipements sportifs, et de nombreux autres bâtiments communaux (ex : des Musées, des bâtiments administratifs, ateliers techniques, crèches...). Ils sont d'importants donneurs d'ordre. Leur présence est aussi l'occasion de sensibiliser et soutenir des messages forts portés par les économistes de la construction dont l'importance du Coût global.

Par ailleurs, nos confrères interviennent régulièrement à la mairie de Nîmes sur des concours et dans les jurys de concours. Ils sont sollicités pour du conseil, de la sensibilisation et de la recommandation. Leurs avis sont pris en compte au même titre que celui des autres professionnels.

Je garderai du 49^e Congrès de l'Untec à Nîmes un excellent souvenir. Un grand merci à toute l'équipe qui a organisé cet événement.

Je remercie également le syndicat d'initiative qui nous a organisé une visite nocturne au musée de la Romanité.

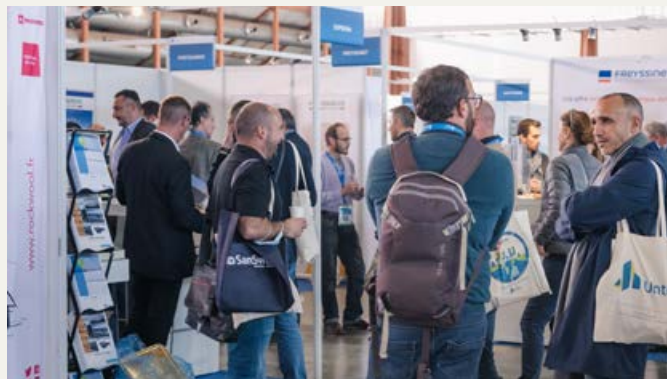


FRANK HOVORKA,
DIRECTEUR TECHNIQUE ET INNOVATION
DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS
IMMOBILIERS

L'enjeu majeur pour nous tous, c'est que dans le cadre du goût global qui existe depuis de nombreuses années, nous avons aujourd'hui accès à des informations sur les durées de vie grâce aux fiches de données environnementales et sanitaires dont on utilise principalement l'information carbone. Mais qui dit information carbone, dit durée de vie, dit réflexion sur la traduction du poids carbone en euro d'exploitation. Cela réouvre donc, et c'était l'enjeu du congrès – nos interventions ont été dans ce sens – le débat sur la possibilité de donner des informations sur le coût global avec des nouvelles données dont nous ne disposons pas il y a encore cinq ou six ans.

Le sujet du coût global ne peut fonctionner que si tous les acteurs participent à la réflexion et alimentent en informations ces éléments avec des données dont ils ont besoin. Ça va de l'industriel avec la durée de vie des composants, le niveau de maintenabilité de pièces de rechange, jusqu'à l'ingénieur qui doit concevoir la mise en système de ces différents composants, évidemment l'architecte qui a un rôle majeur quand il définit son plan, son ouvrage, son esthétique et son fonctionnement en collaboration avec l'ingénierie et bien entendu l'économiste. Tous vont avoir un impact également sur l'exploitation et la durabilité de cet ouvrage et ensuite la gestion et l'exploitation. Ce qui est intéressant dans le sujet du coût global, c'est que cela nous donne l'occasion de refaire une forme de convergence vers coût global, durabilité, flexibilité, mutabilité et durée de vie du bâtiment. C'est un sujet que nous allons devoir réacquiescer en nous appuyant fortement sur le BIM qui sera un outil majeur pour nous aider à traiter la complexité.

Ce qui a été fondamental pendant ce congrès, c'est l'envie de travailler ensemble, de partager et d'aborder l'acte de construire différemment avec une vision plus riche de ses enjeux. Nous coopérons de manière très proche avec l'Untec. Nous avons de multiples sujets de collaboration. Nous avons prévu au premier trimestre 2022 un atelier de travail commun entre la FPI et l'Untec sur le sujet de la RE2020 et de son impact sur l'économie de la construction.



NICOLAS PRUDHOMME,
DIRECTEUR DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE
ET DES POLITIQUES PATRIMONIALES
CHEZ L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

L'USH s'intéresse depuis longtemps au coup global parce nous avons une activité de bailleurs, c'est à dire de détention longue du patrimoine qui nous oblige à réfléchir en intégrant les externalités. Nous sommes en effet plus sensible que d'autres professions qui sont segmentaires qui produisent le logement et le vende. Pour les bailleurs c'est différent puisque nous avons tous les cycles d'exploitation qui pèsent sur l'équation économique et sur nos montages financiers.

Nous avons également entamé une réflexion que je pourrais qualifier doublement de globale avec la prise en compte de la production de carbone dans nos projets. Une approche environnementale donc. Dans la même logique, parce que notre activité c'est de loger des personnes, nous devons intégrer une approche de satisfaction sociétale. Nous sommes donc à l'USH dans une approche de coût global sociétal adossé sur 3 piliers : le pilier économique classique que les économistes connaissent bien, un pilier environnemental avec la dimension carbone et pour finir un pilier sociétal basé sur la relation avec les occupants.

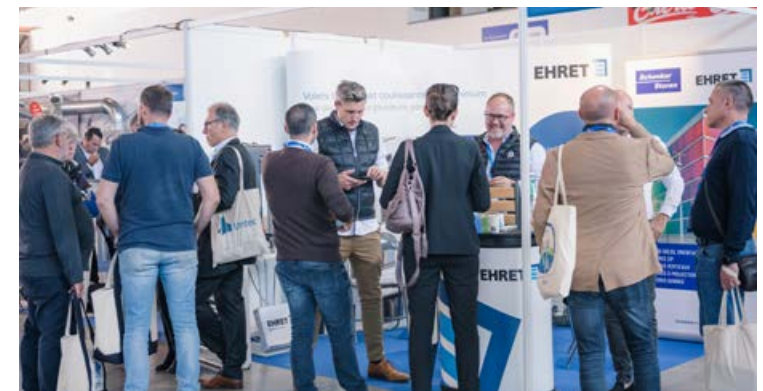
Notre équilibre financier est construit à 50 ans, nous avons donc un intérêt très fort à la maîtrise du coût. Et pour maîtriser les coûts il faut des sachants, d'où l'intérêt de collaborer avec des économistes de la construction. Double intérêt d'ailleurs puisque dans notre approche globale, nous devons atteindre une performance, avec un glissement d'une obligation de moyen à une obligation de résultat. Avant la RE2020, l'approche était : j'ai une maîtrise du coût, j'agis en bon père de famille, je me fais conseiller et ça passe. Aujourd'hui, j'ai une performance à atteindre qui a non seulement un coût mais qui produit du carbone et dans 30 ans l'impact peut être important. Nous avons donc besoin de verrouiller. L'économiste va donc devenir notre partenaire en termes de maîtrise du coût et de la performance dans la durée.

À nos adhérents, nous disons qu'avec des choses aussi complexes que la RE2020 et notre engagement dans la durée dans une approche globale de maîtrise des coûts, il faut s'entourer de professionnels d'autant plus que nous restons dans un domaine qui est soumis aux aléas comme la sinistralité. Nous apprenons à construire en produisant moins de carbone et nous allons avoir un réchauffement climatique qui va produire de nouvelles pathologies du bâtiment qu'on ne connaît encore aujourd'hui.

La mission de l'USH est d'être en avance de phase et de produire une documentation technique comme nos cahiers repères ou d'autres outils : par exemple, le confort d'été que nous avons construit avec le Cerema. Nous avons également des outils qui nous permettent d'accompagner les bailleurs sur l'évaluation des logements existants.

Nous sommes également associés à l'Untec pour définir la notion de coût global aujourd'hui. Nous devons comprendre ce que cela va nous coûter de construire bas carbone, ce que cela va nous coûter en sinistralité dans le temps. Nous avons donc décidé de réactiver l'observatoire des coûts et de le porter conjointement avec l'AQC et l'Untec dans le cadre d'une école qui s'appelle « Qualités du logement ». Il aura pour but de mettre au point des outils pour bien analyser et maîtriser le coût en réussissant à décomposer ce qui va relever du surcoût de la performance, on achète du bas carbone par exemple, du surcoût de la norme, de celui du réglementaire ou comme aujourd'hui du surcoût conjoncturel lié à la pénurie de matière première et de modéliser dans le temps les évolutions possibles de cet ensemble de données tout en sachant que nous ne maîtrisons qu'une partie des composantes.

Il nous faut donc suivre et objectiver tous ces coûts alors même qu'aujourd'hui il y a des externalités positives, des investissements prudents sur des nouveaux systèmes constructifs dont on ne sait pas mesurer l'impact positif ou négatif dans la durée.



C'est d'ailleurs un sujet qui se pose également un sujet sur les déchets avec la responsabilité accrue des producteurs en matière de déconstruction. C'est aussi à ça que va servir cet observatoire, à développer un effet d'expérience et d'amortissement de la mise en œuvre de nous produits et de nouveaux systèmes constructifs dans le temps. Il faut sortir des calculs et comptes conventionnels pour mettre en place un nouveau paradigme. C'est sur point précis que les économistes peuvent nous aider avec leur expérience du coût global pour créer de nouveaux modèles le plus proche possible du monde réel.

De ce congrès je retiens 2 points positifs : le premier c'est qu'au-delà des interprétations, nous avons collectivement acté le fait que nous devons construire bas carbone. C'est un changement majeur puisque le maître d'ouvrage et ses maîtres d'œuvre commencent à travailler sur approche environnementale et plus seulement énergétique. Second point positif pour moi, c'est que nous avons tous, non seulement adhéré à cette nouvelle approche, mais également décidé de travailler ensemble pour réussir cette transition. L'impulsion réglementaire n'est rien sans notre travail, tous collectivement mobilisés dans nos métiers respectifs, maître d'ouvrage et maîtres d'œuvre alignés pour réaliser de façon opérationnelle la transition écologique.



LA TROISIÈME ÉDITION DES TROPHÉES DE L'UNTEC



La troisième édition des Trophées de L'Untec a clôturé le congrès 2021. Cette édition était sponsorisée par deux partenaires de référence, SMABTP et BTP BANQUE. Plus de 357 votants ont décerné des prix dans cinq catégories dont deux nouvelles :

Projets innovants Constructions neuves	Outils - services solutions numériques	Solutions techniques, matériaux et équipements innovants	Marketing & Communication	Europe
Le prix OR revient à	Le prix OR revient à	Le prix OR revient à	Le prix OR revient à	Le prix OR revient à
				
Le prix ARGENT revient à	Le prix ARGENT revient à	Le prix ARGENT revient à		
				

Rendez-vous l'année prochaine à La Rochelle les 1 et 2 septembre !

[LE RENDEZ-VOUS ANNUEL

100% PRESCRIPTION À ÉCHELLE HUMAINE !

Jeudi **1** et vendredi **2** septembre 2022
Espace Encan à La Rochelle



UN CV VALORISÉ PAR
UNE EXPÉRIENCE
PROFESSIONNELLE
CERTIFIANTE

REJOIGNEZ
LA COMMUNAUTÉ
DES ÉCONOMISTES

Pour qui ?

Les étudiants en
économie de la
construction niveau
BTS, Licence,
Master ou Mastère

Pourquoi ?

Rencontrer des professionnels
de l'économie de la construction
de votre région, découvrir
l'économie de la construction en
Europe (CEEC)
Participer à des formations
complémentaires «Métiers» à
tarifs préférentiels

Comment ?

Adhérer à l'Untec Participer
aux réunions
départementales, régionales
et ou nationales
Participer au Congrès de
l'Untec
Participer au MOOC ECO
«Connaissance des métiers
de l'économiste de la
construction»

ORIENTATION JEUNES

ÉCONOMIE DE
LA CONSTRUCTION,
UNE VOCATION



ENTRETIEN AVEC

GUILLAUME DESFORGES,

**VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE
DU DIALOGUE SOCIAL
ET DE LA FORMATION
DE L'UNTEC**

DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

À l'origine de la démarche, il y a notre OPCO Atlas. En 2020, nous avons travaillé avec notre OPCO qui nous a proposé de faire appel à des fonds dédiés à la promotion des métiers, en particulier à destination des jeunes qui se forment en alternance qu'il s'agisse de contrat professionnel ou de contrat d'apprentissage.

VALORISER DES MÉTIERS QUI PARTICIPENT À L'AMÉLIORATION ET AU CONFORT DES LIEUX DE VIE

Nous avons souhaité toucher les jeunes là où ils se trouvent, et répondre aux aspirations de la fameuse génération Z. C'est une génération en quête de sens et aux aspirations nouvelles. La crise sanitaire et économique actuelle a mis en évidence les métiers qui sont perçus comme vitaux au bon fonctionnement de la société. Certains métiers qui participent à l'amélioration et au confort des lieux de vie peuvent ainsi être vus comme plus utiles pour cette nouvelle génération.

C'est également une génération Hyper connectée, qui a besoin de contact social permanent. Les Z sont nés dans un univers en réseau, communautaire et collaboratif. Ils veulent appartenir à une tribu. Les jeunes de cette génération ont investi les réseaux sociaux qui répondent parfaitement aux caractéristiques de ces « digital natives » par le sentiment d'appartenance à une communauté, la liberté d'expression et par un mode de communication visuel constitué de photos, d'images et de vidéos. C'est aussi, je pense, une génération hermétique aux discours publicitaires venant des marques, ils accordent beaucoup plus de crédibilité à leurs pairs qui ont souvent leur âge ou presque. Ils sont à la recherche d'un discours authentique.

UN PLAN PLURIANNUEL DE COMMUNICATION

Nous avons donc monté un plan de promotion sur trois ans, 2019/2020/2021. 2021 a été une année charnière de notre dispositif de communication qui s'articule autour d'actions et d'outils de communication à destination des jeunes.



INVESTIR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Nous avons fait appel à une influenceuse, qui avec ses mots, qui sont aussi ceux de la génération que nous souhaitons toucher, fait la promotion de nos métiers sur Youtube. L'objectif est de présenter le métier mais également les différentes filières d'accès qu'il s'agisse d'enseignement traditionnel ou d'alternance.

BALISER LE PARCOURS D'ORIENTATION

Les jeunes sont également une cible à capter tout au long de leur parcours d'orientation. Nous avons donc décidé à la fois de participer à des salons qui nous paraissent les plus adaptés comme « Jeunes d'avenir », « L'aventure des métiers » sur lesquels nous avons été présents sous forme de stand, ou d'en organiser un nous-mêmes comme le « Forum Emploi Prescription » proposé à Nîmes lors du congrès de l'Untec en octobre dernier et sur lequel nous avons accueilli 100 jeunes en recherche d'orientation.

UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Les résultats on ne les verra que dans quelques mois, c'est le propre de ces campagnes d'attractivité des métiers qui s'inscrivent dans un temps long et qui se mesurent en particulier avec l'augmentation du nombre d'inscrits dans les établissements qui préparent à nos métiers. Il y a cependant déjà des signes qui ne trompent pas avec 174 % d'augmentation des inscriptions en apprentissage dans nos filières métiers. Une augmentation à tempérer certes, d'une part en raison de la prime proposée par l'État qui a boosté mécaniquement les contrats d'apprentissage et, d'autre part, du fait d'une tendance historique à l'évaporation des jeunes en formation qui ne restent pas forcément dans nos entreprises.



Plusieurs centaines de jeunes, tous niveaux confondus, sortent chaque année avec un diplôme de l'économie de la construction et nous avons toujours autant de mal à recruter. Il est indispensable que nous comprenions où ils vont exercer leur métier.

RENOUVELER NOTRE OFFRE DE FORMATION

En parallèle de cette campagne de communication, nous avons décidé d'initier un travail de fond pour améliorer notre offre de formation en créant un TITRE RNCP véritablement dédié à l'économie de la construction autour de trois thèmes : l'économie de la construction, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les missions de maîtrise d'œuvre. Nous avons à ce stade entamé les référentiels de formation avec des experts métiers. Nous espérons pouvoir adosser le titre à des grandes écoles reconnues. Il s'agira d'une formation adaptée à l'exercice du métier dans nos cabinets, en alternance sur deux ans. Elle sera proposée à partir de la rentrée 2023 et à terme j'espère vraiment qu'elle pourra répondre aux besoins en recrutement de nos entreprises.

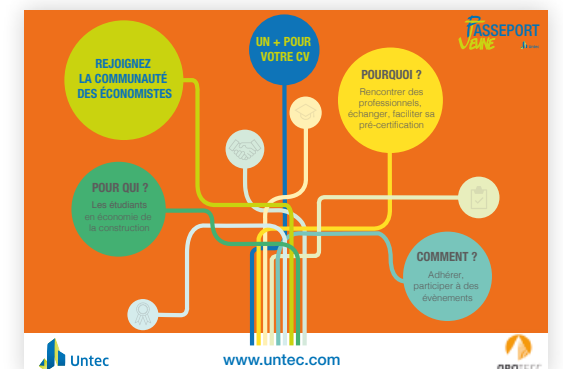
CAPTER ET ACCOMPAGNER : PASSEPORT JEUNE

Donc un travail sur l'attractivité, un travail sur notre offre de formation et enfin un travail autour de l'entrée dans la vie professionnelle avec le Passeport Jeune. Un dispositif qui n'existe à ma connaissance dans aucune autre branche, que nous avons initié il y a déjà de nombreuses années en collaboration avec notre organisme de qualification, l'OPQTECC et qui prend tout son sens dans ce dispositif de promotion des métiers. Il nous donne la possibilité d'embarquer les jeunes dès la phase d'étude en leur offrant l'opportunité de devenir membres de l'Untec. Ils peuvent à ce titre accéder aux réunions qui ont lieu en région pour rencontrer de futurs confrères ou des industriels, avoir accès à des stages durant leur parcours de formation pour ceux qui ne sont pas en alternance, bénéficier de Mooc, des publications et de la veille de l'Untec ou participer au congrès annuel des économistes. Une fois leurs études terminées, le passeport leur apporte également la possibilité d'accéder plus facilement aux qualifications portées par l'OPQTECC.

C'est un dispositif qui marche bien, mais que nous devons encore développer, en travaillant avec les écoles, les enseignants et sur la relation avec les régions Untec pour le diffuser de manière plus intensive et en faire un outil incontournable de l'intégration dans nos métiers.

POUR SUIVRE NOTRE ACTION

En 2022 nous allons continuer notre travail d'évangélisation en poursuivant la campagne sur Youtube. Nous allons également renouveler l'organisation du Forum Emploi Prescription lors du congrès de La Rochelle et le décliner en région lors de réunions régionales sous l'impulsion de notre Vice-président en charge de la relation avec les territoires, Thomas Réber et de nos présidents de régions.



SOMMAIRE

- PARTIE 1 ► ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION, UNE VOCATION !
- PARTIE 2 ► UN SOLIDE PARCOURS DE FORMATION INITIALE
- PARTIE 3 ► DES ÉTABLISSEMENTS POUR SE FORMER
- PARTIE 4 ► DES OUTILS ET ÉVÈNEMENTS POUR FAVORISER LA CONNAISSANCE DES MÉTIERS
- PARTIE 5 ► LE FORUM EMPLOI PRESCRIPTION
- PARTIE 6 ► DES SALONS POUR DÉCOUVRIR NOS MÉTIERS
- PARTIE 7 ► ZOOM SUR LE PASSEPORT JEUNE
- PARTIE 8 ► L'UNTEC, "MAISON DE L'ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION"
- PARTIE 9 ► RENCONTRE AVEC THOMAS LAMASSIAUDE

► ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION, UNE VOCATION !

Aujourd'hui, plus de 5 000 entreprises dans le secteur du BTP et de la construction sont recensées en France et le montant annuel de projets menés est quant à lui estimé à 72 milliards d'euros. Elles recrutent des profils variés dont des économistes de la construction qui sont les véritables chefs d'orchestre sur une opération et même avant. Afin de répondre à la demande des entreprises de plus en plus forte sur ce type de profils, l'Union Nationale des Économistes de la Construction (Untec) coopère avec les Ministères concernés pour faire découvrir ce métier et ses missions aux collégiens, lycéens et étudiants de la France entière.

EN QUOI CONSISTE LE MÉTIER D'ÉCONOMISTE DE LA CONSTRUCTION ?

Peu de métiers représentent pour ceux qui le pratiquent l'opportunité d'intervenir d'un bout à l'autre de la réalisation d'un projet, et ce sur plusieurs années. L'économiste de la construction est un de ceux-là. Il occupe un rôle central pour tout projet de construction ou de rénovation, ce qui implique sa présence en amont et durant tout le chantier de construction qu'il doit accompagner et superviser. Parmi ses missions, il doit notamment chiffrer l'ensemble des coûts et, surtout, vérifier que ceux-ci soient bien respectés. Il détermine ainsi le prix de revient total d'une construction. Il doit donc concilier la conception, les choix techniques et le budget, tout en anticipant les difficultés de réalisation. Il assure également une mission de conseil auprès des clients et des parties prenantes du projet.

En résumé, pour devenir économiste de la construction, il faut avoir de l'appétence pour les chiffres, les nouvelles technologies mais pas que : la rédaction et la modélisation sont aussi des compétences à ne pas négliger.

DES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE AU VERT !

C'est un métier très recherché qui offre à l'économiste de la construction de pouvoir effectuer sa carrière dans des structures différentes (un cabinet d'architecte, une entreprise de bâtiment, une collectivité locale, un maître d'ouvrage privé ou public), ou bien de s'installer à son compte et dans la France entière, y compris les DROM-COM. Pour un jeune diplômé, il est donc important de choisir l'environnement

dans lequel il souhaite travailler. La forte demande des entreprises joue en sa faveur : elle donne aux économistes de la construction la possibilité d'avoir davantage de choix qu'avec d'autres métiers aux débouchés plus engorgés.

Il est important d'avoir à l'esprit qu'une carrière dans le secteur public peut appeler le passage de concours, ce qui est plus sélectif et implique donc des profils au niveau de formation plus élevé.

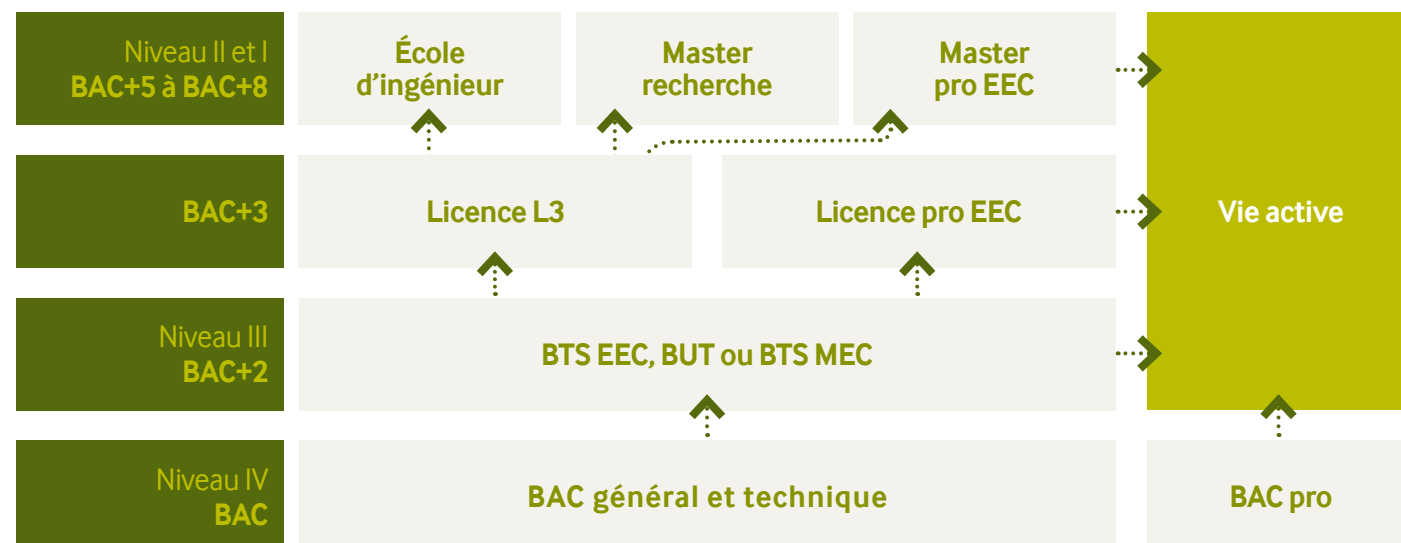
DES FORMATIONS DE BAC À BAC+5

Pour devenir économiste de la construction, plusieurs voies sont offertes aux étudiants. Des filières complètes existent à tous les niveaux pour répondre à l'exigence de la profession et du secteur : Bac STI2D, Bac pro, BTS, BUT, Licence professionnelle et Master. Pour ceux qui ont déjà une idée de carrière dans le domaine, il est recommandé d'effectuer un Bac Pro en technicien du bâtiment, études et bâtiment ou un bac STI2D avant de poursuivre leurs études pour préparer le BTS Management en Économie de la Construction (MEC). Des études plus longues sont possibles pour aller décrocher un master ou un diplôme d'ingénieur en énergétique, génie civil, ingénierie de la construction, urbanisme et aménagement, bâtiment et travaux publics...

La majorité étant accessible en apprentissage afin de lier la formation à la réalité du métier. Les cabinets d'économistes sont d'ailleurs les premiers lieux d'accueil des étudiants en stage ou en apprentissage. Pour les personnes souhaitant se reconvertir dans le métier d'économiste de la construction, des formations adaptées et diplômantes (niveaux Bac à Bac + 3) sont proposées par deux organismes spécialisés : l'AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes) et les Greta (Groupements d'établissements publics locaux).



UN SOLIDE PARCOURS DE FORMATION INITIALE



DES ÉTABLISSEMENTS POUR SE FORMER



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Bâtiment CFA Côte-d'Or

(Privé hors contrat)
48, rue du Fort de la Motte-Giron
BP 31426
21000 Dijon

Lycée Saint-Paul

(Privé sous contrat d'association)
Enseignement Supérieur
8, boulevard Diderot
25000 Besançon

BRETAGNE

Lycée Eugène Freyssinet

(Public)
32, rue Mansart - CS12359
22023 Saint-Brieuc cedex

Lycée Le Likès

(Privé sous contrat d'association)
20, place de la tourbie - CS 41012
29196 Quimper cedex

CENTRE-VAL DE LOIRE

Lycée Saint Gatien

(Privé sous contrat d'association)
107, rue de la Douzillere
37300 Joué-lès-Tours

Lycée professionnel Gaudier-Brzeska

(Public)
40, avenue Denis Papin
45800 Saint-Jean-de-Braye

GRAND-EST

Lycée La Salle

(Privé sous contrat d'association)
21, rue du Cloître Saint-Étienne
10000 Troyes

Lycée François Arago

(Public)
1, rue François Arago
51095 Reims cedex

Lycée Emmanuel Héré

(Public)
86, boulevard du Maréchal Foch
54520 Laxou

Lycée Le Corbusier

(Public)
15, rue Lixenbuhl - BP 10133
67404 Illkirch-Graffenstaden cedex

HAUTS-DE-FRANCE

Lycée des Métiers le Corbusier

(Public)
Hôtellerie, Bâtiment
Passage le Corbusier
02200 Soissons

CFA Régional Jean Bosco
Lycée Frédéric Ozanam

(Privé sous contrat d'association)
50, rue Saint-Gabriel
59045 Lille cedex

Lycée Jean Prouve

(Public)
2, rue de Lompriet - BP 30327
59160 Lille cedex

Lycée professionnel Louis Blériot

(Public)
Rue Gauthier - CS 70405
59407 Cambrai cedex

CFA Académique
Lycée professionnel Georges Guynemer

(Public)
99, rue de la République
BP4010 Saint-Pol-sur-Mer
59430 Dunkerque

CFA Académique
Lycée Louis Pasteur

(Public)
800, rue Léon Blum - BP 19
62251 Hénin-Beaumont cedex

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Lycée du Diois

(Public)
Square du Souvenir Français - BP 75
26150 Die

GRETA-CFA Loire-Atlantique
Lycée des métiers Roger Deschaux

BTP CFA AFRA
(Public)
Lycée des métiers
5, rue des pies
38360 Sassenage

CFA du bâtiment et des travaux publics Loire

(Privé sous contrat d'association)
21, rue de l'apprentissage - BP 80195
42000 Saint-Étienne 1

CFA Groupe Formation Systèmes Pro - Systèmes

(Privé hors contrat)
26, rue de la gare
69009 Lyon 9

Lycée La Martinière Monplaisir
BTP CFA AFRA

(Public)
41, rue Antoine Lumière
69372 Lyon 8^e Arrondissement
cedex 08

CFA - Société d'enseignement professionnel du Rhône (SEPR)

(Privé hors contrat)
46, rue Professeur Rochaix
69424 Lyon cedex 3

Lycée Champagnat

CFA Monts du Lyonnais
(Privé sous contrat d'association)
250, rue chanoine pavailler - BP 40
69590 Saint-Symphorien-sur-Coise

École tech sup privée
AFIP Formations

(Privé hors contrat)
111, rue du 1^{er} mars 1943
BP 71062
69613 Villeurbanne

Lycée Louis Lachenal

(Public)
305, route de Champ Farçon - BP 38
74372 Argonay cedex

ÎLE-DE-FRANCE

**CFA du Bâtiment
Saint-Lambert Formation**

(Privé hors contrat)
7, rue Saint-Lambert
75015 Paris

Lycée Bâtiment-Saint-Lambert

(Public)
7, rue Clavel
75019 Paris

Lycée Jean-Pierre Timbaud

(Public)
4, rue Henri Douard
91220 Brétigny-sur-Orge

CNAM Paris

(Public)
61, rue du Landy
93210 Saint-Denis 03

Lycée François Mansart

(Public)
25, avenue de la Banque
94210 Saint-Maur-des-Fossés

**École supérieure d'économie
et techniques de construction**

(Privé hors contrat)
3, avenue des Béguines
95002 Cergy

NORMANDIE

Lycée P. S. De Laplace

(Public)
130, rue de la Délivrande - BP 75183
14075 Caen cedex 05

Lycée Schuman Perret

(Public)
51, avenue du 8 Mai 1945
76610 Le Havre

CFA BTP Georges Lanfry

(Privé hors contrat)
Technopole du Madrillet
1 060, avenue Isaac Newton
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

NOUVELLE-AQUITAINE

BTP CFA Charente-Maritime

(Privé sous contrat d'association)
11, rue de L'Ormeau de Pied
17100 Saintes

**Lycée professionnel
De L'Atlantique**

(Public)
2, rue de Montréal
17205 Royan cedex

Lycée Pierre Caraminot

(Public)
28, avenue de Ventadour
19300 Egletons

Lycée Ste Famille - Saintonge

(Privé sous contrat d'association)
12, rue de Saintonge
33000 Bordeaux

**Lycée des métiers du tertiaire
et du social Georges Leygues**

(Public)
Avenue d'Agen - BP 306
47307 Villeneuve-sur-Lot

Lycée Cantau

(Public)
1, allée de Cantau
64600 Anglet

OCCITANIE

BTP CFA Aude

(Privé sous contrat d'association)
Chemin de Saint-Estève
11200 Lézignan-Corbières

**CFA Éducation Nationale
du Gard**

(Public)
Lycée Dhuoda Nîmes
17, rue Dhuoda - BP 17155
30913 Nîmes cedex 2

**Lycée professionnel
des métiers du bâtiment
Urbain Vitry**

(Public)
150, route de Launaguet
31200 Toulouse

**Lycée des Métiers
Paul Mathou**

(Public)
29, avenue de Luchon
31210 Gourdan-Polignan

**Lycée professionnel
Léonard De Vinci**

(Public)
1, rue Professeur Blayac - CS 97252
34184 Montpellier 4

**Lycée professionnel
Alfred Sauvy**

(Public)
Château Lagrange - BP26
66740 Villelongue-dels-Monts

PAYS DE LA LOIRE

Lycée polyvalent Aimé Césaire

(Public)
1, esplanade d'Alatri - BP 19180
44190 Clisson

Lycée Polyvalent Rosa Parks

(Public)
29, boulevard Guitten
85000 La Roche-sur-Yon

**CFA des MFR 85
Site de Saint-Gilles-Croix-de-Vie**

(Privé sous contrat d'association)
La Bouchère
51, route de La Roche-sur-Yon
85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie

PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**Lycée Léonard de Vinci**

(Public)
214, rue Jean Joannon - BP 739
06633 Antibes cedex

**GRETA-CFA
Marseille Méditerranée
Lycée Denis Diderot**

(Public)
Secrétariat élèves post bac
23, boulevard Laveran
13388 Marseille 13^e

Lycée professionnel Golf-Hôtel

(Public)
Allée Georges Dussauge
Dossier BTS
83400 Hyères

DES OUTILS ET ÉVÈNEMENTS POUR FAVORISER LA CONNAISSANCE DES MÉTIERS

LES JOURNÉES RÉGIONALES ÉTUDIANTES

Elles seront proposées dans toutes les régions de France.

L'objectif est de proposer aux étudiants en présence de leurs enseignants et/ou parents, un parcours découvertes de l'économie de la construction. Ils pourront découvrir :

1. La présentation de l'Untec et le dispositif Passeport Jeune ;
2. L'atelier technique sur les attentes dirigeants / étudiants ;
3. L'atelier de rédaction de CV et de lettre de motivation ;
4. L'atelier entraînement et bonnes pratiques pour préparer et mener à bien un entretien ;
5. Les nouveautés mises en place pour les étudiants en économie de la construction ;
6. Les échanges et networking.



POUR EN SAVOIR PLUS, RENDEZ-VOUS SUR :
www.untec.com

DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR SUIVRE LA PROFESSION

Qui peut se passer aujourd'hui des réseaux sociaux ?

Ils servent à diffuser de l'information, à partager des retours d'expériences avec sa communauté et faire grandir son métier d'avenir.

Alors entre dans l'univers de l'économie
de la construction et abonne-toi !

BIENTÔT UNE BOURSE À L'EMPLOI DIGITALE

L'Untec proposera bientôt une bourse à l'emploi digitale consultable sur ordinateur ou smartphone. La plateforme, à travers une expérience utilisateur optimisée, rendra la recherche d'emploi fluide et simple grâce à un affichage des annonces disponibles selon un tri par mots clés, par type d'annonces, par région Untec.

Il sera aussi possible pour un internaute de poster une recherche à propos d'un emploi, d'une alternance ou d'un stage sous la forme d'un CV PDF ou CV vidéo.

Pour les économistes en recherche de nouveaux talents, même parcours avec un affichage des talents disponibles selon un tri par mots clés, par type d'annonces, par région Untec et la possibilité de publier une annonce.

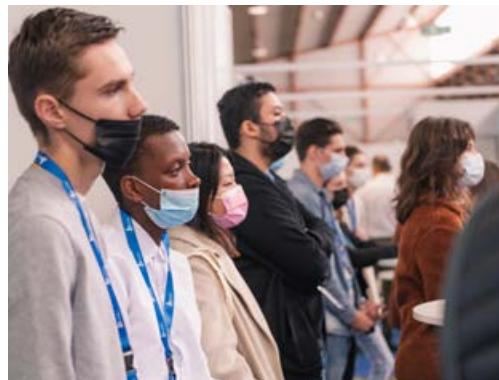


Source : Site officiel de Parcoursup

LE FORUM EMPLOI PRESCRIPTION

Le Forum Emploi Prescription est dédié aux entreprises, aux professionnels et aux futurs professionnels de l'acte de construire. L'objectif est de faciliter et valoriser la mise en relation entre l'offre et la demande :

- Les demandeurs d'emploi CDD/ CDI, les étudiants à la recherche d'un stage ou d'une alternance assistent aux présentations des entreprises sur les postes à pourvoir.
- Les professionnels de la prescription à la recherche de candidats présentent leur entreprise et leurs besoins en recrutement.
- Les candidats et les entreprises peuvent se rencontrer et échanger individuellement.



DES SALONS POUR DÉCOUVRIR NOS MÉTIERS

JEUNES D'AVENIRS

Le salon propose aux jeunes avec ou sans diplôme, des offres d'emploi en contrat de professionnalisation et apprentissage, mais aussi tous les outils pour aller vers l'emploi.

TOUTES LES INFOS SUR : <https://jeunesdavenir.fr/>



L'AVENTURE DES MÉTIERS

Le salon présente les métiers de secteurs en valorisant leurs débouchés et informer sur les voies de formation, notamment en alternance. Ce salon rassemble des collégiens et leurs enseignants le vendredi, puis les lycéens et leur famille le samedi et le dimanche.

EN SAVOIR PLUS : <https://www.letudiant.fr/etudes/salons/salon-aventure-des-metiers.html>



Le Passeport Jeune s'adresse à tous les étudiants en filière économie de la construction, quel que soit leur niveau (BTS, Licence, Master ou Mastère) qui souhaitent acquérir des compétences complémentaires. Il aide les jeunes étudiants dans leur intégration professionnelle. Adhérer au syndicat professionnel donne accès à des avantages inédits pour l'étudiant. Cet atout lui apporte des compétences complémentaires à ses études, en amont de sa vie professionnelle.

Dès son adhésion à l'Untec, l'étudiant bénéficie de nombreux avantages qui lui serviront dans sa vie professionnelle. Grâce à l'adhésion il peut participer à des temps d'échanges avec les professionnels en poste et accéder à des tarifs préférentiels pour des formations complémentaires métiers non dispensées dans le cadre des formations initiales.

Il peut, par la suite, bénéficier d'une « pré-certification » de l'OPQTECC et de périodes probatoires réduites, en fonction de son niveau de diplôme, avant certification. L'étudiant sera également inscrit à la lettre mensuelle Untec sur les actualités du métier et du syndicat.

Pour adhérer, il suffit de remplir le formulaire d'adhésion proposé par l'Untec, d'y joindre le document d'inscription de l'établissement d'accueil à la formation suivie ainsi qu'une pièce d'identité. Le document d'inscription à l'établissement scolaire est primordial pour finaliser l'inscription puisque cet avantage n'est ouvert qu'aux étudiants actifs.

POUR NOUS CONTACTER : untec@untec.com

L'UNTEC, "MAISON DE L'ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION"



Créée en 1972 sous forme d'un syndicat professionnel, l'Untec (Union nationale des Économistes de la construction) regroupe près de 30 % des professionnels concernés.

Être proche du terrain

L'Untec s'organise autour d'un président, d'un bureau exécutif, d'un conseil d'administration, de commissions et, bien sûr, de ses membres. Sa structuration en treize régions et l'expertise de ses groupes de travail lui permettent de suivre efficacement les problématiques concrètes et de prendre position.

UNE SYNERGIE ACTIVE DE PROFESSIONNELS

Fédérer une communauté

L'Untec vise à rassembler les économistes de la construction, indépendants ou salariés. Quelle que soit leur spécialité, ils peuvent s'appuyer sur cette organisation représentative.

Promouvoir l'économie de la construction

L'Untec est le syndicat professionnel qui représente et défend les métiers de l'économie de la construction en France. Porte-parole des économistes auprès de toutes les instances du Bâtiment, elle soutient et accompagne le développement de la profession.

AU SERVICE DE LA PROFESSION ET DES ADHÉRENTS

Assurer l'avenir de la profession

Acteur reconnu dans la filière Bâtiment, l'Untec représente, défend et valorise les intérêts de la profession auprès des pouvoirs publics et des donneurs d'ordres. Écoutée et entendue, l'Untec entretient des relations actives dans tous les cercles de décision qui concernent la profession. Elle fait partie de groupes de travail, participe aux concertations, adhère à des organisations interprofessionnelles, s'engage dans des projets nationaux et européens. Elle exprime le point de vue concret de l'économie de la construction.

Soutenir les adhérents

Dans un esprit confraternel, l'Untec :

- organise des réunions d'échanges professionnels ;
- met à la disposition des économistes des méthodes et des outils ;
- apporte à ses membres des réponses individualisées ;
- assure et diffuse une veille technique et juridique.

Développer la formation professionnelle

L'Untec participe à la définition et à l'animation des parcours de formation initiale afin qu'ils restent adaptés à la réalité professionnelle. Acteur du dialogue social, elle cogère les dispositifs pour la formation tout au long de la vie. L'Untec est également un organisme de formation continue pour le perfectionnement des savoirs.

Encourager la qualité

L'Untec soutient la maîtrise de la qualité, des coûts et des délais dans tout projet de construction ou de rénovation. Elle est signataire du Code de Déontologie de la profession.



RENCONTRE AVEC

THOMAS LAMASSIAUDE,
ÉCONOMISTE DE LA CONSTRUCTION

Économie & Construction / Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Thomas Lamassiaude / J'ai 43 ans, une licence générale en économie de la construction, mention bâtiment et travaux publics. Je suis installé dans le sud de la Haute-Garonne, aux portes de Luchon sur les contreforts des Pyrénées. J'ai commencé ma carrière dans le bâtiment, dans la construction de maisons individuelles. Je faisais beaucoup de chiffrage, de métrés de projets et de notices descriptives pour l'entreprise pour laquelle je travaillais mais uniquement basés sur le marché privé et de la maison individuelle. Le métier d'économiste en tant qu'indépendant c'est quelque chose que j'avais pour objectif depuis pas mal d'années, ça sous-entendait par rapport à mon expérience professionnelle qu'il me fallait des compétences supplémentaires, pour toucher aux marchés publics et toucher à des bâtiments autres que le logement. J'ai donc repris mes études par l'intermédiaire du CNAM.

É & C / Pourquoi avoir adhéré au Passeport Jeune de l'Untec ?

TL / Je connaissais déjà l'Untec avant de reprendre mes études et trois ou quatre mois après avoir attaqué ma formation, je me suis retrouvé avec la possibilité de m'y inscrire. Ça m'a apporté immédiatement de la visibilité puisque dès le début je me suis retrouvé dans l'annuaire de l'Untec. Des professionnels ont pu me contacter rapidement même en tant qu'étudiant.

Ça m'a permis immédiatement d'avoir une vue sur le métier, de toucher du doigt toutes les problématiques qui étaient au cœur du métier avec les informations régulières que je recevais en tant que membre : la veille juridique, les évolutions du CCAG notamment. C'était pour moi un moyen d'être immergé dans mon futur métier même en tant qu'étudiant.

É & C / Que vous a apporté cette démarche dans votre parcours de création d'entreprise ?

TL / Dans ma démarche de création d'entreprise, le congrès de l'Untec à Nîmes cette année a été pour moi décisif, puisque qu'il m'a permis de répondre aux dernières questions que je me posais encore. J'ai pu y rencontrer de nombreux économistes et des enseignants du CNAM et échanger avec eux de manière très concrète.

Le métier d'économiste a de nombreuses facettes et j'avais en particulier besoin de peaufiner mon positionnement dans la profession pour définir les missions que j'avais envie de faire. J'ai décidé personnellement de commencer en équipe de maîtrise d'œuvre de conception donc travailler avec des architectes et des bureaux d'étude en marchés publics puis d'étendre avec de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les collectivités publiques de ma région de Toulouse à Bayonne.

L'Untec apporte aussi des aspects plus techniques avec des rencontres avec des industriels qui présentent leurs innovations par exemple.



AVEC LE PASSEPORT,
J'AI RESPIRÉ LE MÉTIER
AVANT DE LE PRATIQUER !



Il y a des formations adossées notamment à la suite d'outils digitaux que l'Untec a développé comme Gestionna par exemple. J'ai également dans ma vie toujours eu un engagement syndical et il était naturel d'adhérer à un syndicat professionnel dans ma nouvelle vie. J'espère pouvoir à mon tour aider des économistes en herbe à s'installer.

É & C / Si vous deviez recommander le passeport à un étudiant vous en diriez quoi ?

TL / Pour moi le passeport permet à un étudiant de comprendre le métier. Ça rend concret les enseignements théoriques reçus. On est immédiatement immergé dans la pratique et surtout dans la pratique moderne du métier. L'Untec est à la pointe dans le BIM par exemple. C'est rassurant de savoir qu'on a choisi un métier bien ancré dans son temps !

É & C / Le mot de la fin ?

TL / Avec le passeport, j'ai respiré le métier avant de le pratiquer !

Atlas

**CONCEPTEURS
D'AVENIRS**

Untec

**LIBERTÉ
ÉGALITÉ
FRATERNITÉ**

Projet financé par Atlas, OPCO des services financiers et du conseil, selon des axes de coopération définis dans la convention signée avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.



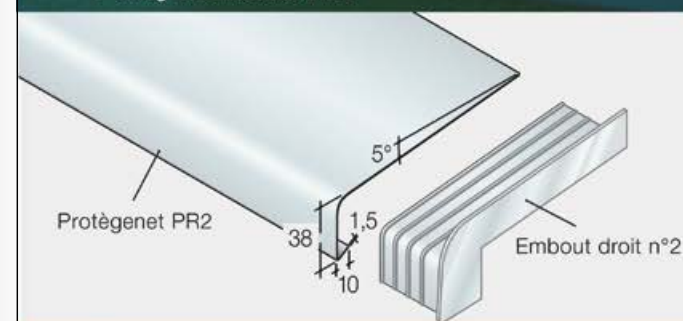
Conception et fabrication françaises

Protègenet®

Système d'appui de fenêtre
en aluminium



Protègenet modèle PR2



Éléments du système

Protègenet®

- Système en aluminium recyclé, robuste, durable
- Embout drainant, extrudé, arrondi
- Aide à la prise de cotes
- Livré sur-mesure et prêt-à-poser
- Protège des infiltrations
- Evite les coulures en façade

Pour en savoir plus, scannez ce code QR



Isoler les espaces sans espace ? impossible !

10 mm d'enveloppe
de protection en
mousse rigide à base
de polyuréthane PIR

**NOUVEAU
λ 0,008**
Isolation
extrême

Noyau isolant
sous vide d'air,
0,006 W/mK

Deck-VQ®

Isolation sous vide d'air ultra-fine
protégée par des panneaux rigides en PIR
pour toitures plates et terrasses

Certains espaces ne peuvent être isolés dans de bonnes conditions par manque d'espace ou de hauteur. Afin de rendre possible l'isolation dans des espaces réduits, Recticel a mis au point le panneau d'isolation thermique sous vide d'air (VIP) Deck-VQ®.

Avec ses performances thermiques exceptionnelles, (R = 7,5 m²K/W pour une épaisseur de 60 mm), Deck-VQ® assure l'isolation thermique la plus discrète. Il se glisse sous les portes des terrasses, conserve les hauteurs des garde-corps et vous permet d'éviter des modifications structurelles lors de la rénovation de terrasses et de toitures plates.

Les panneaux Deck-VQ® sont compatibles avec les systèmes bitumeux et les membranes monocouches adhésives. Deck-VQ® est disponible en deux épaisseurs : 45 et 60 mm.

Pour en savoir plus, contactez-nous :
isolation@recticel.com

FEEL
GOOD
INSIDE

RECTICEL
insulation

www.recticelinsulation.fr

CONSEIL EUROPEËN DES ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION

PROMOUVOIR LA PROFESSION, LES CONNAISSANCES COMMUNES ET LES NORMES INTERNATIONALES.



Le Conseil Européen des économistes de la construction (CEEC) est le centre de connaissances européen pour les économistes de la construction. Le CEEC relie les professionnels européens afin de partager les meilleures pratiques, les informations et expériences pertinentes. Il promeut la profession d'économiste de la construction, les connaissances communes et les normes internationales.

Le CEEC compte plus de 100 000 membres d'organisations représentant la discipline de l'économie de la construction en Europe. Cela englobe l'éducation, la formation et les normes professionnelles qui sont supervisées par des organismes professionnels membres du CEEC.

La profession d'économiste de la construction s'est développée selon différentes trajectoires dans chacun des États européens. Grâce au CEEC, la profession échange des informations, des recherches, des connaissances et des retours d'expériences afin de promouvoir les meilleures pratiques.

Le CEEC travaille en étroite collaboration avec les entrepreneurs et leurs clients mais aussi avec l'ensemble de la filière construction, dans les disciplines connexes de l'architecte, de l'ingénierie, des géomètres du bâtiment, des inspecteurs du contrôle des bâtiments et des chefs de projet et en particulier avec l'Association européenne

des experts du bâtiment et de la construction. Le CEEC s'est fixé comme objectifs et missions :

- d'établir des lignes directrices pour la définition, le contenu, la pratique et la supervision de l'économie de la construction ;
- de coordonner les méthodes de travail ;
- de faciliter l'échange d'informations et d'expériences ;
- de promouvoir la formation initiale et continue en économie de la construction ;
- de promouvoir la profession d'économiste de la construction.

Parmi les sujets de prédilection du CEEC, le développement d'un standard international de management des coûts de la construction.

L'International Cost Management Standard (ICMS) est une norme pour la gestion des coûts des projets de construction à l'échelle mondiale. Le CEEC est l'une des organisations membres de 50 organisations professionnelles et à but non lucratif du monde entier, travaillant ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des normes internationales pour l'analyse comparative, la mesure et la déclaration des coûts des projets de construction.

L'ICMS a été lancé le 24 juillet 2018 lors de la réunion PAQS à Vancouver et permet, pour la première fois, une meilleure comparaison pour améliorer la confiance des investisseurs et attirer davantage de financement du secteur privé. En réponse aux commentaires de l'industrie à la suite de la publication de la première édition de l'ICMS, la Coalition ICMS a travaillé sur une deuxième édition qui intègre les coûts du cycle de vie.

La deuxième édition permet aux praticiens de classer les coûts tout au long du cycle de vie du projet, éliminant ainsi les incohérences et les écarts lors de la comptabilité, de la comparaison et de la prévision des finances du projet.

Depuis ICMS-2, la coalition a travaillé à l'élaboration de l'ICMS-3, y compris les coûts en capital, les coûts du cycle de vie et les émissions de carbone.

L'ICMS-3 permet d'explorer leur interrelation et fournit les données pour prendre des décisions sur la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de l'environnement bâti qui optimise la durabilité environnementale.

Pour s'assurer que la norme est adaptée à l'objectif, une consultation a été lancée pour les professionnels du monde entier. Cette consultation s'est terminée le 10 septembre 2021. Le document final sera publié plus tard dans l'année. Toutes les parties prenantes des secteurs de la construction et des infrastructures peuvent commenter le projet de norme.

AUTRE SUJET PHARE, LE CODE EUROPÉEN DE MESURE

Le Code européen de mesure fournit une base standard pour la subdivision des coûts et pour la mesure des quantités de base de bâtiments pour la budgétisation, la comparaison et l'analyse paneuropéens au niveau de la gestion. La structure est organisée de manière à permettre l'utilisation des classifications nationales existantes à un niveau d'information plus détaillé (principe de subsidiarité).

Le Code couvre les éléments du bâtiment, les catégories de coûts non élémentaires (p. ex. frais généraux du site, frais de conception), les catégories de coûts pour les coûts d'utilisation (p. ex. entretien), l'acquisition du site et le financement de projets. Tous les groupes de coûts ou quantités de base ne sont pas utilisés dans tous les pays. Lorsque les groupes de coûts ou les quantités de base ne sont pas utilisés, cela sera clairement identifié dans la cartographie nationale au code afin d'éviter tout malentendu sur la portée et le contenu.

Les définitions des quantités de base ont été limitées aux zones de site, aux surfaces de plancher et aux principes des unités fonctionnelles. Les quantités élémentaires n'ont pas été définies et des définitions locales doivent être utilisées pour l'analyse des taux unitaires élémentaires. Le code vise à permettre des comparaisons cohérentes et fiables entre les coûts présentés dans des formats nationaux et à permettre aux utilisateurs de comprendre la portée et la mesure des coûts présentés dans une forme nationale d'analyse des coûts.



INTERVIEW DE
MATTHIEU LAMY,
MEMBRE DU BOARD

Économie & Construction / Est-ce que le métier d'économiste s'exerce de la même façon partout en Europe ?

Matthieu Lamy / Il y a autant de pays que de pratiques. 23 langues, 23 cultures qui ont formaté l'organisation des métiers. Le rôle de l'économiste tel qu'on le conçoit est très différent d'un pays à un autre, très différent dans son contenu et ses missions. Le système français est très marqué par le contexte d'organisation de la loi MOP qui ne s'applique que pour la maîtrise d'ouvrage public. L'objectif de cette loi était de séparer le rôle de concepteur de celui de constructeur.

Globalement ce système est très français et n'existe nulle part ailleurs. Dans de nombreux pays d'Europe, on trouve un designer, un producteur et un project manager. Cette conception de la loi MOP valorise beaucoup l'architecte et l'ingénieur qui conçoivent l'ouvrage et ça n'est pas ce qui est pratiqué ailleurs dans le monde. La loi conduit finalement à donner le rôle de suivi du projet à l'équipe de conception.

Et pour le reste de l'Europe ?

ML / Je vais citer trois approches très différentes : 1/ En Espagne ils ont découpé la mission de l'architecte en deux. Il y a d'un côté l'architecte qui fait la conception et, de l'autre côté, l'architecte qui fait la prescription : c'est-à-dire qu'il rédige les pièces

écrites servant à consulter les entreprises de travaux – ce qui correspond vaguement à ce que fait un économiste français. C'est une mission réglementée donc obligatoire ; vous ne pouvez pas vous en passer donc il y en a beaucoup plus qu'en France, environ 40 000.

2 / Au Royaume-Uni, l'économiste appelé Quantity Surveyor ne fait pas du tout de prescriptions. Comme son nom l'indique, il quantifie : ça ressemble beaucoup au métier de mètreur vérificateur que nous connaissons – les prix sont donc mis sur les quantités. Ce Quantity Surveyor est le garant. En cas de conflits, l'entreprise de travaux s'appuie sur ces quantités qui ont une valeur légale.

3 / Dans les pays de l'est enfin, ce sont des ingénieurs spécialisés dans la construction économique qui jouent le rôle d'économistes. En Allemagne il existe une branche d'ingénieristes spécialisés mais qui n'a pas d'organisation représentante ; ce n'est pas encore un métier.

Qui siège au CEEC pour l'Untec ?

ML / Nous avons trois sièges au Board du CEEC : Pascal Asselin, ancien président de l'Untec, Ludovic Jean et moi-même. Je représente quant à moi le CEEC au sein du bureau exécutif de l'Untec depuis l'élection de la nouvelle équipe en juin dernier, au côté de Franck Dessemon. ▀

LES TEMPS FORTS

RETOUR SUR L'INAUGURATION
DES NOUVEAUX LOCAUX

'Untec quitte l'avenue Percier pour s'installer dans le 15^e arrondissement de Paris. Franck Dessemon a célébré cet événement le 23 septembre avec les anciens présidents de l'Untec, les membres du comité des sages, du conseil d'administration et du bureau exécutif. Une manifestation empreinte d'émotion, au cours de laquelle à l'issue d'une minute de silence, Franck Dessemon a évoqué les fondements de l'action syndicale, en rappelant que leur dignité réside sur le sens du bien commun et sur la capacité à donner à la profession.

Un petit déplacement géographique pour un nouveau et grand départ !

TÉMOIGNAGE DES ANCIENS
PRÉSIDENTS DE L'UNTEC

PASCAL ASSELIN,
PRÉSIDENT DE 2015-2021

Économie & Construction / Vous avez été l'un des artisans de ce changement de locaux. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Pascal Asselin / J'aimerais revenir rapidement sur la genèse de l'acquisition des premiers locaux. À l'époque, les locaux de l'avenue Percier ont été achetés grâce à une souscription. Nous étions 1 200 souscripteurs, ça s'appelait la confraternelle. Il y avait une volonté farouche de créer la famille des économistes avec une certaine indépendance, un toit où ils pouvaient protéger et défendre leur profession. C'est pour moi un symbole, quelque chose d'émblématique. Les anciens locaux étaient considérés comme la « maison des économistes », la maison d'une famille qu'on a connue pendant des années. L'âme de notre profession. Ce patrimoine qu'on a vendu a refait des petits dans le sens où on a créé un nouveau patrimoine que je considère comme la nouvelle maison des économistes. **L'histoire continue...**

É & C / Vous avez été président de 2015-2021, avez-vous un temps fort ou une anecdote à nous raconter ?

P A / J'ai été président de 2015 à 2021, j'ai croisé d'anciens présidents, ceux qui potentiellement m'ont mis le pied à l'étrier. Concernant mes deux mandats j'ai été fortement impacté par la réforme des organisations professionnelles qui nous a pris beaucoup de temps à mettre en place et donné l'occasion de mettre de l'ordre dans nos affaires. C'était la première fois qu'on mesurait l'audience des syndicats. J'ai aussi été marqué par le changement d'échelle en termes de représentativité et de la place de l'Untec dans la filière bâtiment. En effet, nous sommes désormais consultés au même titre que les autres sur des sujets qui concernent la sphère de l'acte de construire. On a découvert petit à petit qu'on ne représentait pas que nos membres mais plus de 8 000 entreprises avec notre code NAF.

É & C / Et pour la petite anecdote ...

P A / Avoir chanté devant 400 personnes à YOKOHAMA. À cette époque, je représentais la délégation française du CEEC. À la fin du congrès de trois jours, chaque délégation devait faire un petit spectacle. Comme nous représentions l'Europe et la France, avec mes deux Vice-présidents (un Finlandais et un Anglais), nous avons décidé de faire un show de French cancan. Mais il a fallu trouver une autre idée de crainte qu'il soit mal reçu par

le public composé de nombreuses femmes voilées. On a alors décidé de chanter Fly me to the Moon de Franck Sinatra. J'en garde un merveilleux souvenir.

L'Untec souffle bientôt ses 50 bougies, que pourriez-vous lui souhaiter ?

P A / Oui bientôt 50 ans, et 50 ans ça représente deux générations ! C'est une histoire qui se perpétue. Il y a tout ce que j'ai engagé dans mon mandat, ce que j'ai récupéré des autres et ce que je continue à mettre sur des rails notamment au niveau européen avec les partenaires européens présents. Le Conseil européen des économistes a été créé cinq ans après l'Untec, il aura 45 ans l'année prochaine. Lors de l'inauguration de nos locaux, il y avait une dizaine de personnes représentant quatre pays différents. C'est une marque d'attachement et d'affection à ce qu'à créer l'Untec il y a très longtemps. Cette marque est une reconnaissance de ce que représente l'Untec en termes de participation aux réflexions internationales notamment dans le cadre des normes. Il y a 45 ans c'était Erasmus avant l'heure ! Maintenant, on voit des projets communs comme les Accords de mesure internationale ou des échanges avec des Universités. Je ne souhaite qu'une chose, c'est que ça prenne de l'ampleur dans les années qui viennent.



PIERRE MIT,
PRÉSIDENT DE 2009-2015

Économie & Construction / Qu'avez-vous pensé du nouvel espace ?

Pierre Mit / C'est un espace plus fonctionnel et plus adapté aux activités de l'Untec. Les nouveaux locaux possèdent une meilleure capacité d'accueil pour organiser en interne des manifestations sans être obligé de se rendre à l'extérieur. Cette nouvelle adresse mènera, je l'espère, la notion d'Untec Services à se renforcer.

É & C / Quels sont les points positifs de ces nouveaux locaux ?

P M / Les points positifs sont clairement l'accessibilité :
- Possibilité de stationner, dans un quartier agréable qui plus est !
- Présence d'élévateur pour les personnes à mobilité réduite.

À mon sens, si on se dit organisme de formations, il faut que celles-ci puissent être ouvertes à tous. Pour moi, ces nouveaux locaux répondent à cette promesse. C'est une belle réussite !

É & C / Quel est l'espace que vous avez préféré ?

P M / J'ai été charmé par le grand hall. Celui-ci est très lumineux. On donne à voir une belle vitrine sur une profession qui s'est donnée les moyens d'avoir un endroit où l'on peut afficher sa représentativité.

É & C / Qu'est-ce que vous avez ressenti de revoir d'anciens collègues, d'anciens collaborateurs ?

P M / Malgré une pause de six ans puis un retour à l'Untec, j'ai l'impression de ne jamais l'avoir quitté ! Le casting est différent mais nombreux sont toujours là. J'ai le sentiment qu'il n'y a jamais eu de coupures avec mes anciens collaborateurs...

É & C / Vous avez été président de 2009-2015, avez-vous une anecdote ou un temps fort à nous raconter ?

P M / En novembre 2009 durant un voyage organisé par le GIP (Le Groupement d'intérêt public), j'ai eu l'occasion d'expérimenter le Thai-Chi sur la Muraille de Chine. Ce fut un moment assez irréaliste que j'ai toujours en tête. Ce matin-là j'ai pris le bus de l'hôtel et me suis

retrouvé face à ce lieu emblématique. À la fin de la visite, on nous annonce que nous allons pratiquer une séance de Thai-Chi dans toute la zénitude du lieu. Un magnifique souvenir. Inoubliable !

L'Untec souffle bientôt ses 50 bougies, que pourriez-vous lui souhaiter ?

P M / Ce que je peux souhaiter à l'Untec c'est de pouvoir fêter encore beaucoup de décennies. Les 50 ans c'est pour moi la réunification d'unions différentes pour pouvoir faire face aux autres composantes de la maîtrise d'œuvre et d'appuyer sur la notion de l'économie et de la construction.

Il fallait se positionner sur une nouvelle exigence qui était le respect des coûts et l'engagement sur les coûts. De mon point de vue, l'Untec représente bien plus que l'Union des économistes de la construction. Je la définirai comme l'Union des Métiers de l'Économie et de la Construction. En effet, différents acteurs interviennent sur l'économie d'un projet. Tous ne sont pas économistes de la construction. Chacun a une place importante dans cette chaîne et il faut pouvoir les valoriser.



JACQUES-PHILIPPE CHARPY,
PRÉSIDENT DE 2003-2009

Économie & Construction / Quelles sont vos impressions sur les nouveaux locaux ?

Jacques-Philippe Charpy / Avant de vous répondre, je tiens à rendre hommage à Jean-Pierre Gouel dont j'ai appris le décès. C'était un ami qui m'a mis le pied à l'étrier du national. Ces locaux sont vastes, clairs, bien adaptés à une organisation telle que la nôtre avec de belles salles dédiées aux formations notamment. Une nouvelle page s'est ouverte. C'est une belle réussite !

É & C / Qu'est-ce que vous avez ressenti de revoir d'anciens collègues, d'anciens collaborateurs ?

J-P C / La soirée d'inauguration a été un franc succès et le maître de cérémonie, Franck Dessemont, en aura été l'habile et cordial organisateur.

Un vrai plaisir de retrouver certains amis de l'Untec évidemment mais aussi d'organisations amies. Se trouver dans cette maison de l'économie de la construction « franco-européenne » avec nos amis du CEEC, fut un véritable bonheur !

É & C / Quelques mots sur votre expérience de Président de l'Untec ?

J-P C / J'ai été élu en 1997, puis réélu à trois reprises consécutives (deux mandats de Vice-président et deux mandats de Président). Durant mes deux mandats à la présidence de notre Union - 2003/2009 - j'ai eu quelques vents contraires qui m'ont trop souvent éloigné des véritables préoccupations de celle-ci. Mais avec l'aide et l'appui de consœurs et de confrères, nous avons su rester droit et tenir la barre que ce soit sur la formation (aux côtés des universités pour le master par exemple), sur les missions « cœur de métier » ou sur le rayonnement de notre organisation, avec Économie & Construction (vitrine et savoir-faire de notre Union) et le développement de nos missions.

É & C / Quelle est votre vision de l'avenir de la profession ?

J-P C / Ces missions doivent être au cœur même de « l'économétrie du cadre de vie » et nous nous devons d'en rester les principaux acteurs. La méthode d'estimation et de contrôle permanent des coûts de construction, dite méthode Untec, a pu être préservée, améliorée. Le coût global a pu être informé, déployé, amplifié. C'est à ce prix que nous saurons préserver notre avenir et assurer la qualité d'usage des réalisations dans le respect des objectifs environnementaux. Je sais, dans sa composition même, que le bureau exécutif actuel est le meilleur garant de notre Union, de notre métier et de ses missions.

L'Untec souffle bientôt ses 50 bougies, que pourriez-vous lui souhaiter ?

J-P C / Que souhaiter à notre Union ? ...des décennies de rayonnement, de développement, de partage à l'image des cinquante années passées. Il m'apparaît très important de rendre un hommage appuyé à quelques grands de notre Union, véritables pères fondateurs de l'économie de la construction « moderne » je veux parler, entre autres de Gérard Méganck et Louis Plagnol sans lesquels nous ne serions pas ce que nous sommes aujourd'hui. Si l'économie de la construction est inscrite dans les fondamentaux de l'acte de construire (loi MOP, CMP etc.) c'est grâce au travail de fond de ces Grands de notre Union qui ont su tracer la voie.



Il est important qu'un organisme tel que le nôtre connaisse son histoire pour dessiner son avenir sans pour autant laver son passé... nous ne pouvons savoir où l'on va si l'on ne sait pas d'où nous venons !



GÉRARD BERNET,
PRÉSIDENT DE 1997-2003

Économie & Construction / Qu'avez-vous pensé du nouvel espace ?

Gérard Bernet / C'est un excellent investissement de l'Untec d'une part et d'autre part c'est un espace beaucoup plus grand, bien organisé dans sa conception. C'est un espace convivial, on s'y sent bien ! L'équipe dirigeante actuelle a fait un très bon choix. C'est un formidable espace...

É & C / Quels sont les points positifs de ces nouveaux locaux ?

G B / Le point positif de ces nouveaux locaux est clairement sa surface. Il y a plusieurs salles de réunions qui peuvent accueillir plusieurs personnes. Par ailleurs, certains espaces sont modulables.

É & C / Quel est l'espace que vous avez préféré ?

G B / La petite salle sous la mezzanine reste mon coup de cœur. Cet espace me plaît car il est pensé dans un esprit « cocooning ».



É & C / Qu'est-ce que vous avez ressenti de revoir d'anciens collègues, d'anciens collaborateurs ?

G B / J'ai quitté la vie active depuis une douzaine d'années et de revoir les confrères m'a donné l'impression de rajeunir. On a eu l'occasion de se remémorer nos différentes actions, nos diverses réunions. C'est très agréable et chaleureux de se retrouver. On ne voit pas les années passer... On a le sentiment d'appartenir à une même famille. La famille des économistes. Un certain nombre de confrères, sortis de la vie active, ressentaient la nécessité de garder des contacts et des liens avec la profession. De là, est né l'ANREC, que j'ai créé. Ce fut une manière de conserver et entretenir les relations avec cette « famille ».

La dernière Assemblée générale de notre association, qui regroupe 80 membres, a d'ailleurs eu lieu dans le cadre du Congrès de l'Untec à Nîmes.

É & C / Vous avez été président de 1997-2003, avez-vous une anecdote ou un temps fort à nous raconter ?

G B / Un des grands temps forts de la profession fut le changement de statut. À l'époque, nous étions un regroupement de différents syndicats de métteurs vérificateurs et de métiers de conseil. Mais à partir du moment où nous avons été une profession reconnue - dans notre code de déontologie, dans notre qualification professionnelle délivrée par l'OPQTECC - nous sommes devenus, à part entière, un co-traitant avec l'architecte et le bureau d'étude. C'était une reconnaissance de fait de la profession des architectes et des ingénieurs conseil. Autre temps fort, il s'agit de l'évolution des missions dont les missions AMO où nous pouvions intervenir en tant que conseil en amont du projet. La profession a réussi à s'élever et trouver toute sa place, de manière légitime !

Enfin, lors de mon 1^{er} mandat, je garde en tête que nous avons organisé le premier Congrès européen des économistes de la construction. Celui-ci s'est déroulé à Strasbourg en l'an 2000.

É & C / Et pour la petite anecdote ...

G B / J'ai toujours été très touché de l'accueil chaleureux, amical et fraternel que me réservaient les confrères lorsque je participais aux assemblées régionales. Je me rappelle que dans la région Grand Sud, ils avaient composé une chanson en mon honneur et que tout le monde chantait en cœur. C'était mémorable et très émouvant. J'en ai eu les larmes aux yeux...

É & C / Un petit mot de fin...

G B / Une vie de Président de l'Untec est très intense. Il y a une relation très forte avec les équipes (bureau exécutif et tout le personnel en général). J'en profite alors, pour rendre hommage à cette fabuleuse équipe et plus particulièrement à l'ancienne secrétaire Françoise Le Mao. Enfin, je remercie de manière générale le personnel de l'époque qui m'a accompagné dans cette belle aventure.

L'Untec souffle bientôt ses 50 bougies, que pourriez-vous lui souhaiter ?

G B / Je souhaite que ça continue, qu'elle puisse fêter ses 100 ans et plus encore ! 50 ans c'est un demi-siècle, ça prouve l'évolution de la profession et je pense que ça ira encore plus vite grâce aux avancées technologiques. On a de plus en plus besoin de s'adapter de se former et l'Untec a toujours été en avant-garde au niveau de la maîtrise d'œuvre, dans les prévisions et l'adaptation de notre métier.

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE



Agnete Skytte, Présidente du CEEC.



CÉLINE PINTAT,

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DEPUIS OCT. 2008

Économie & Construction / Que représente pour vous cette inauguration ?

Céline Pintat / L'inauguration n'a pas pu se dérouler à la date programmée initialement en raison de la crise sanitaire. Alors, se retrouver enfin en présentiel reste pour moi l'un des éléments les plus marquants de cette soirée pour notre famille des économistes. Cette inauguration marquait également le passage de témoin entre Pascal Asselin qui avait été avec son bureau à l'origine puis aux manettes du déménagement et Franck Dessemmon nouveau Président. Leur complicité et leur collaboration naturelle avaient pour moi une valeur forte.

Enfin, la présence de cinq anciens Présidents était aussi la marque de cette continuité dans la vie de notre syndicat et l'engagement d'hommes et de femmes au service de notre profession.


É & C / Une inauguration qui se déclinait également au féminin ?

CP / C'est vrai, je suis la première femme à exercer le mandat de secrétaire générale de l'Untec et naturellement, j'ai été très émue et très touchée par l'intervention de la Présidente du CEEC, Madame Agnete Skytte, de nationalité Suisse. Elle s'est exprimée au nom de la délégation européenne en anglais et a pris le soin de faire son discours en français et en anglais. Madame Skytte est une femme admirable et brillante. Je suis très fière d'avoir pu assister à ce moment qui a mis en lumière la place et les réussites des femmes dans le milieu du bâtiment et de la construction. J'en profite donc pour rendre hommage à toutes les représentantes féminines de l'Untec en région : Yolette Adam-Nadeau, Laure Bal, Céline Chancy, Brigitte Conty, Chloé Debin, Estelle Duclos, Fabienne Garate, Valérie Genivet, Marie Heitz, Emilie Laurin, Marine Pechoux, Chrystelle Pueyo, Delphine Réber, qui œuvrent jours après jours pour notre profession. Mais également à Catherine Maerten Présidente de la région Hauts-de-France durant deux mandats, mais également dans le BE de Pierre Mit. L'Untec c'est aussi des économistes de la construction au féminin, alors rejoignez-nous !

É & C / Comment vivez-vous votre nouvelle mission ?

Je suis très honorée de la confiance accordée par notre Président Franck Dessemmon. J'ai beaucoup d'admiration pour son parcours... mais surtout pour sa patience car il lui faut supporter mon caractère bien trempé au quotidien. En réalité, nous sommes très complémentaires et complices et c'est une réelle et véritable joie de collaborer à ses côtés.

L'Untec souffle bientôt ses 50 bougies, que pourriez-vous lui souhaiter ?

CP / Pour marquer cet événement nous préparons avec l'aide des membres retraités de L'ANREC et de Benoît Marche, ancien Vice-président chargé de la communication de l'Untec et Président de la région Méditerranée, un ouvrage anniversaire. J'en profite pour remercier tous les membres du comité de rédaction, de partager leurs archives et souvenirs. Ils sont notre mémoire. Les 50 ans de l'Untec évoquent pour moi la continuité ; celle d'une belle aventure qui, je l'espère, ne s'arrêtera jamais... Je lui souhaite une longue vie pendant encore de nombreuses décennies. 



Villes intelligentes
Infrastructures innovantes
Réseaux performants

Bienvenue dans un monde qui se construit autrement.

L'univers de la construction se transforme. SMABTP adapte ses solutions d'assurance pour mieux vous accompagner. Avançons ensemble.

Notre métier : assurer le vôtre.



SMABTP
BÂTIR L'AVENIR AVEC ASSURANCE

www.groupe-sma.fr

SMABTP – Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, entreprise régie par le Code des assurances
RCS PARIS 775 684 764 – 8 rue Louis Armand – CS 71201 – 75738 PARIS CEDEX 15

**1^{er} assureur
de la construction**

L'ÉVÉNEMENT UNTEC 2021

RETOUR SUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE DUBAÏ



« CONSTRUIRE LE FUTUR »
DURABILITÉ, OPPORTUNITÉ ET MOBILITÉ

Du 28 octobre au 03 novembre, l'Untec a invité ses adhérents et partenaires à découvrir l'un des sept émirats qui accueille pour la toute première fois l'Exposition universelle. Cet événement se déroulera jusqu'au 31 mars 2022. Son thème touche également les professionnels de la construction dont font partie nos adhérents : « connecter les esprits » et « construire le futur »... durabilité, opportunité et mobilité.

Ce sont à la fois la découverte de sites architecturaux somptueux, la visite de l'Exposition Universelle et la compréhension du monde d'aujourd'hui et de demain qui ont été proposées aux adhérents et partenaires de l'Untec.



FAIRE VIVRE UNE EXPÉRIENCE UNIQUE

“

UN PAS DANS UN MONDE FUTURISTE TANT À L'EXPOSITION UNIVERSELLE QUE DANS LA DÉCOUVERTE DE LA VILLE DE DUBAÏ, DANS UNE AUTRE ÉCHELLE AUSSI. BLUFFANT !

Isabelle Desmares, Économiste de la construction à Évreux.

MARIE-CHRISTINE DE WARENGHEIN

Experte et spécialiste incontournable de la destination Moyen-Orient. Elle est celle qui a concocté le magnifique programme de l'Untec à Dubaï en collaboration avec l'agence Bleu Voyages et son Directeur commercial, Lucien Laloum, présent sur place pour le groupe. Marie-Christine de Warenghein a vécu plus de 12 années aux émirats. Elle a pu vivre une page de l'histoire contemporaine de ces pays. Passionnée par l'histoire et l'évolution des Émirats arabes unis et plus largement le Moyen-Orient, elle aime partager ses connaissances et ses anecdotes sur cette région du monde. Elle a également animé plusieurs conférences lors des visites.

SON TEMPS FORT

Le cocktail d'înatoire au Belvédère du Pavillon français représente l'un des grands temps forts avec Marie-Christine de Warenghein. C'est un lieu très privilégié réservé uniquement aux entreprises. Cet espace domine le centre de l'exposition universelle. Le soir, le Pavillon est totalement illuminé. Tout le monde a trouvé que cet espace était magique et resplendissant. Les adhérents étaient ravis d'être là. Aussi, ils ont beaucoup apprécié la remise d'un passeport aux couleurs de l'exposition universelle. À chaque visite des différents pavillons (192 au total), les invités devaient faire tamponner leur passeport. Les plus actifs ont pu visiter une vingtaine de pavillons dans la journée.

“

UN MAGNIFIQUE VOYAGE QUI NOUS A DONNÉ À VOIR DES SITES HORS DU COMMUN ET FAIRE DE BELLES RENCONTRES. ON REVIENT AVEC LA TÊTE PLEINE DE BELLES IMAGES ET UN NOUVEL ÉLAN POUR REPRENDRE NOS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES.

Yves Saouas, économiste de la construction à Écouen.





ENTRETIEN AVEC

AGNÈS LOPEZ CRUZ,

DIRECTRICE DE LA CCI FRANCE UAE



Économie & Construction / Pouvez-vous en quelques mots nous expliquer le rôle et les missions de la CCI France UAE ?

Agnès Lopez Cruz / Forte d'une expérience de plus de quarante ans aux Émirats arabes unis, la CCI FRANCE UAE est une organisation privée de droit local, fruit de l'union stratégique entre le French Business Council Dubai & Northern Emirates (Chambre de Commerce Française de Dubaï et des Émirats du Nord) et le French Business Group Abu Dhabi (Chambre de Commerce Française d'Abu Dhabi). La CCI FRANCE UAE représente aujourd'hui une communauté de membres de plus de 500 entreprises de toutes tailles et actives dans plus d'une vingtaine de secteurs d'activité.

Elle a pour principales missions de :

- Accompagner les entreprises basées en France dans leurs projets de développement d'affaires et d'implantations aux Émirats arabes unis, notamment par le biais de deux centres d'affaires à Dubaï.
- Apporter un soutien opérationnel à sa communauté d'affaires aux Émirats en offrant des opportunités de réseautage, des événements sectoriels et des services d'appui aux entreprises à forte valeur ajoutée.
- Promouvoir les entreprises membres de sa communauté d'affaires auprès des grands donneurs d'ordre publics et privés locaux.
- Renforcer les relations franco-émiriennes, à travers ses relations privilégiées avec les entités gouvernementales locales.

La CCI FRANCE UAE est membre du réseau CCI France International qui compte 126 chambres dans 96 pays et représente aujourd'hui la plus large communauté d'affaires française, francophone et francophile au Moyen-Orient.

É & C / Quels sont les secteurs porteurs pour les entreprises françaises ?

A L C / Les Émirats qui dépendent encore de façon importante de la rente pétrolière, ont été visionnaires en mettant en place depuis près de 20 ans une politique de diversification de leur économie.

La construction et la ville intelligente

Les Émirats arabes unis, et tout particulièrement Dubaï, sont très avancés dans le développement de la ville intelligente. Le rapport FDI Global Cities for the Future 2021/2022, place d'ailleurs Dubaï au troisième rang mondial des Global Cities of the Future.

En termes de construction un marché porteur est le « retrofit » de bâtiments existants pour en améliorer l'efficacité énergétique. Les économies faites seront réinjectées dans des projets liés à l'amélioration et au développement d'infrastructures notamment dans les secteurs de la santé ou de l'éducation.

Les Émirats arabes unis recensent ainsi aujourd'hui près de 15 000 projets en cours.

Un des piliers de la stratégie de développement des Émirats arabes unis est aussi la Smart Mobility. Ainsi, une politique de développement de la mobilité urbaine est mise en place avec des acteurs locaux tels que la RTA (Roads and Transport Authority) et le DOT (Département des Transports à Abu Dhabi). Cette importance du secteur mobilité se traduit également dans le domaine du transport et de la logistique dont un des acteurs majeurs est DP World.

L'environnement : une stratégie de diversification énergétique

En lien avec l'un des trois thèmes d'Expo 2020 Dubaï : le développement durable, les Émirats arabes unis ont mis en place le plan Energy Strategy 2050, pour un budget de 163 milliards d'USD.

L'objectif de ce projet est d'atteindre 44 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays d'ici 2050 au niveau fédéral et 75 % à Dubaï.

Le pays se concentrera ainsi notamment sur le développement des énergies renouvelables, notamment l'hydrogène, le nucléaire et bien entendu le solaire.

Pour accompagner ce développement, nous pouvons citer comme grands projets le Mohammed ben Rashid Al Maktoum Solar Park qui aura une capacité de production de 5GW à horizon 2030, ou encore la centrale nucléaire de Barakah, qui produira à terme 25 % des besoins en électricité du pays.

Un leader technologique dans les NTIC

Les Émirats arabes unis sont un des leaders dans le monde arabe dans les domaines des NTIC. En effet, le pays est au premier rang dans le déploiement de la téléphonie mobile (avec un taux de pénétration des mobiles de plus de 200 %) et au quatrième rang en taux de pénétration d'internet.

L'utilisation et la présence des nouvelles technologies aux Émirats arabes unis sont très élevées en général et soutenue par la dématérialisation et la mise en place d'applications et sites web pour les services gouvernementaux (santé, électricité, téléphone...), ainsi que par des programmes visant à attirer les start-ups innovantes.

La santé : un secteur en croissance soutenue

La croissance annuelle du secteur est estimée à 9.5 %. Cette croissance est notamment soutenue par la privatisation des hôpitaux, ainsi que la mise en place d'une assurance médicale obligatoire pour tous. La crise sanitaire a ouvert de nouvelles opportunités dans le secteur de la santé, notamment à travers des investissements en R&D et une volonté de privilégier la production localement.

L'industrie Agroalimentaire poussée par le climat

Les Émirats arabes unis ont un climat subtropical désertique, qui rend la production et l'exploitation agricoles difficiles. Avec une population de près de dix millions d'habitants, le pays importe donc 90 % de ses besoins alimentaires. C'est le deuxième marché au sein des GCC derrière l'Arabie Saoudite. La France se place au treizième rang des fournisseurs alimentaires des Émirats. Nous constatons depuis plusieurs années le développement de l'agriculture locale et biologique, notamment des cultures hydroponiques.



É & C / Quels sont les principaux acteurs français de la construction implantés dans la région ?

A L C / Même si le secteur de la construction est généralement aux mains de sociétés locales ou britanniques, les français sont de plus en plus visibles. Parmi les principaux acteurs français implantés dans la région dans le secteur de la construction, nous pouvons citer EGIS.

En quelques années, cet acteur français de la construction est devenu un leader du secteur au Moyen-Orient. L'entreprise collabore sur de nombreux grands projets, notamment le projet d'Ethiad Rail, et la nouvelle ligne du métro de Dubaï.

Saint-Gobain fait aussi parti des grands acteurs français dans le domaine de la construction. L'entreprise est notamment partenaire de l'Exposition Universelle de Dubaï 2020, en tant que fournisseur clé de matériel de construction.

Un autre exemple est Sixense qui collabore sur la surveillance de l'aéroport d'Abu Dhabi, et l'instrumentation et le monitoring du pont ferroviaire d'Ethiad Rail.

Des sociétés comme Legrand et Schneider Electric sont elles aussi très actives au Moyen-Orient.

Il existe également des entreprises très bien implantées aux Émirats telle que Trouvay Cauvin qui peuvent être des partenaires commerciaux très intéressants sur certains marchés et secteurs spécifiques.

Nous notons aussi la présence d'acteurs français très dynamiques dans le design et l'exploitation de gros sites d'énergies renouvelables, notamment EDF sur :

- la construction du parc solaire 2GW Al Dhafra PV2 à Abu Dhabi, avec MASDAR et TAQA ;
- la construction de leur centrale nucléaire de Barakah avec Transco ;
- le design et consulting sur la centrale hydroélectrique de Hatta.

La CNIM est quant à elle un bel exemple de « success story » car en charge du design et la construction de la première station 'Waste-to-Energy' des Émirats arabes unis dans l'Émirat de Sharjah.

É & C / Vous êtes intervenu lors du voyage de l'Untec à l'Exposition Universelle à Dubaï, quels messages souhaitez-vous envoyer aux économistes qui n'ont pu y participer ?

A L C / Les Emirates Arabes unis qui fêtent leurs 50 ans en cette fin d'année 2021, sont un pays riche d'opportunités pour les entreprises françaises qui sont prêtes à y investir du temps et des ressources. Positionnés idéalement aux confins de plusieurs continents, les EAU sont de surcroît une plateforme régionale devenue incontournable au Moyen-Orient.

L'excellente gestion de la pandémie, la flexibilité de ce petit pays géré comme une entreprise qui a su s'adapter avec agilité et faire évoluer son cadre des affaires pour rester attractif, mais aussi la compétition de plus en plus affirmée et qui s'accélère avec le grand voisin saoudien, sont le terreau propice d'un momentum assez unique pour les entreprises étrangères qui souhaitent développer leurs affaires dans cette partie du monde !



ENTRETIEN AVEC

MATTHIEU LAMY,
PRÉSIDENT DE L'OPQTECC

Économie & Construction / On entend souvent parler de la simplification et la modernisation des démarches de qualification, où en êtes-vous sur le sujet ?

Matthieu Lamy / La simplification est une demande récurrente de nos adhérents. Mais simplifier ne veut pas dire baisser la qualité des certifications.

La première mesure prise concerne la constitution des dossiers de qualification des entreprises. Aujourd'hui tous nos adhérents peuvent présenter des dossiers qui ont jusqu'à six ans d'ancienneté, avant c'était quatre ans.

Quelqu'un qui fait son métier depuis 25 ans, en principe il le connaît et s'il a mené des projets dans le domaine de la nomenclature concernée au cours de six dernières années, il a la compétence. Prenons l'exemple d'une mission d'OPC, bien souvent vous êtes occupé à mi-temps ou quasi-temps plein. Un économiste de la construction qui a deux ou trois salariés, ce qui est le cas d'une bonne partie de nos adhérents, peut se retrouver avec une part très importante de son temps occupée par cette activité. C'est légitime quand on est chef d'entreprise de prendre ce type de dossier, mais ça ne l'est pas de faire perdre la qualification à cette personne juste parce qu'elle a eu un raisonnement de chef d'entreprise tout à fait normal.

Si on extrapole ça à d'autres types de missions, il paraît évident qu'on ne peut pas demander aux entreprises d'avoir tout le temps un grand nombre de dossiers ou alors cela serait des petits projets en grand nombre sur une courte période. Ce qui a mon avis ne reflète pas non plus une compétence plus forte.

La seconde avancée concerne donc la réduction du nombre de dossiers à deux projets en six ans et c'est tout – cela quelle que soit la qualification. Le fait d'avoir deux projets, automatiquement, vous pouvez être qualifié dans n'importe quel domaine de la qualification de la nomenclature.

Selon la même logique, nous avons ouvert la possibilité de constituer un dossier de qualification avec un seul projet de référence dit « Grand projet ».

La qualification de « Grand projet » relève de la décision de la commission de qualification qui est constitué de chacun de nos collègues de référence et en particulier les maîtres d'ouvrage et les représentants de pouvoirs publics.

Un gros effort a également été fait sur la réduction du volume de documents demandés. Nous demandons aux adhérents de produire :

- un bilan chaque année pour pouvoir apprécier la robustesse de leur société ;
- un compte de résultat pour pouvoir vérifier leur niveau de chiffre d'affaires.

Je n'étais pas convaincu de l'utilité de ces documents et le conseil d'administration m'a également suivi sur ce point, considérant que la déclaration du chiffre d'affaires faite aux assurances est largement plus probante. Nous avons donc supprimé tout le reste ! Ces mesures ont été votées à l'unanimité du conseil d'administration qui est constitué majoritairement (en termes de droit de vote) des maîtres d'ouvrage, qui sont des clients et des représentants de l'État. Elles ont déjà été mises en application à compter de 2021. Tous les dossiers présentés à compter de cette année, ont donc été acceptés par le conseil d'administration ainsi que le Cofrac qui a renouvelé son accréditation.

Nous allons continuer à simplifier si cela est encore possible, mais pour la plupart des thématiques il est compliqué d'aller beaucoup plus loin.

Il reste le sujet de la formation dont j'ai beaucoup entendu parler. Mais j'ai du mal à voir comment on pourrait faire moins de 50 % du minimum légal comme l'ont mis en place mes prédécesseurs. Il faut en revanche adapter les modalités pédagogiques et les coûts de formation comme nous l'avons fait avec le Mooc Untec Services.

Depuis un an nous avons un catalogue de Mooc de formations avec quasiment toutes les thématiques possibles (énergie, métiers de l'économie et la construction...). Nous avons un panel de formations qui touche toutes les personnes qui font de l'économie.

É & C / Comment allez-vous renforcer votre présence et votre visibilité auprès des économistes de la construction ?

ML / Notre présence et notre visibilité passent par des actions en collaboration avec l'Untec : présence de l'OPQTECC à tous les congrès de l'Untec, la lettre envoyée avec le magazine E&C, des newsletters mais aussi des événements programmés avec Untec Services comme des webinaires techniques où l'OPQTECC va présenter des actualités importantes de la profession.

L'Untec est pour nous le canal naturel pour s'adresser aux économistes et je souhaite, dans le cadre de mon mandat au bureau exécutif de l'Untec, encore renforcer cette collaboration.

É & C / Le métier d'Économiste de la Construction évolue. Comment intégrer ces évolutions ?

ML / Le métier évolue sur plusieurs sujets. Il évolue dans les prestations qui sont faites. Il y a une évolution complète dans la façon dont les professionnels travaillent.

La notion d'entrepreneur individuel tend à disparaître. On se structure de plus en plus car on a besoin de logiciels, de formations, d'être capable de faire lever sur une pluridisciplinarité plus forte.

Les missions de l'économiste évoluent également. On voit de plus en plus se développer les qualifications en assistance en maîtrise d'ouvrage en collaboration avec un architecte mandataire ou apparaître des évolutions en termes de pratiques, notamment autour du coût global. Les deux problématiques qui reviennent souvent sont l'énergie et la maintenance. Sujets qui n'étaient pas tellement traités par les économistes il y a quelques années.

Pour tenir compte de ces évolutions, de nombreuses qualifications ont été créées et connaissent un grand succès. Nous avons par exemple créé la mention « Développement Durable » pour contrer la tendance au Green washing, qui de manière un peu cosmétique et caricaturale se résume à mettre une ruche sur un toit d'immeuble.

L'OPQTECC dans sa mission est là pour dire ce qui est de ce qui ne l'est pas. Donc celui qui est qualifié n'est pas celui qui fait du Green washing mais celui qui a respecté des critères définis.

É & C / Par quels moyens comptez-vous valoriser la profession d'économiste de la construction ?

ML / C'est un vrai sujet car pour moi c'est la mission la plus importante de l'OPQTECC. Nous avons fait un benchmark pour étudier les marchés publics. Nous voulions voir comment avait été utilisée la qualification de l'économiste.

Cette étude a porté sur pratiquement l'intégralité des publications qui ont été faites au BOAMP depuis février 2021 jusqu'à aujourd'hui. Moins d'un tiers font référence à un économiste de la construction qualifié. Nous avons encore du travail ! Et ça, je considère que c'est la mission de l'OPQTECC, c'est sa raison d'être. Que finalement on puisse dire « on prend un économiste de la construction qualifié OPQTECC ».

La valorisation du métier de l'économiste est le sujet le plus important. L'OPQTECC, doit dans sa mission, initier une dynamique qui affirme que l'économiste est indépendant, qualifié et indispensable à l'acte de construire.

Cela passe par la réaffirmation par notre ministère de tutelle du protocole du 10 novembre 1965 liant l'État à l'OPQTECC ; protocole par lequel l'État indique que l'OPQTECC est le seul organisme de qualification des économistes de la construction. La cheffe du bureau en charge au ministère a été désignée depuis décembre 2020 pour participer à tous nos conseils d'administration pour marquer le soutien de l'État sur cette question. Cela passe également par la réaffirmation de ces mêmes principes par nos partenaires naturels, l'association des ingénieurs territoriaux ou l'association des techniciens territoriaux de France.

Nous allons aller plus loin. Un certain nombre d'autres structures nous rejoignent en tant que maître d'ouvrage car elles souhaitent s'inscrire dans une démarche de sélection d'entreprises sur la base de critères objectifs et vérifiés.



Pour s'assurer que l'entreprise est compétente il est nécessaire de s'appuyer sur les qualifications. Parmi nos nouveaux adhérents nous comptons : LCA-FFB, la Fédération des Promoteurs Immobiliers de France ou encore l'association des Maires de France.

É & C / Matthieu Lamy votre mot de la fin ?

ML / Nous cherchons en permanence à réinventer un peu la roue, à aller toujours sur des thématiques nouvelles. Mais je pense qu'il ne faut pas oublier la base.

La transition énergétique et toutes ces questions sont des sujets très importants mais si on n'a pas le budget pour faire le projet il ne se fera pas. Donc, si on n'a pas un économiste pour suivre le projet du début à la fin ça risque d'être compliqué ! Sur ce dernier sujet, de valoriser la profession d'économiste, il y a encore de nombreuses choses à faire. Si des professionnels suivent nos actualités et actions sur les thématiques et souhaitent proposer leur aide et/ou des idées, ils sont les bienvenus !

RETOUR SUR LA CARRIÈRE DE JEAN-PIERRE GOUEL

Monsieur Jean-Pierre Gouel, ancien Président de l'Untec, nous a quitté le 27 juillet 2021 à Bourg-Saint-Maurice.

C'est avec une vive émotion que l'Untec lui rend hommage. Jean-Pierre Gouel par l'exemplarité de sa carrière, nous laisse le souvenir d'un homme intègre, droit avec un grand cœur. Il était un homme très apprécié, chaque personne avec qui il a travaillé gardera de lui un souvenir impérissable.

UNE CARRIÈRE BIEN REMPLIE

- De 1973 à 1978 : Secrétaire de l'UR Seine Maritime
- De 1979 à 1981 : Vice-président délégué de l'UR Seine-Maritime
- De 1982 à 1986 : Président de l'UR Seine Maritime
- De 1986 à 1988 : Président de l'UR Haute Normandie
- De 1988 à 1991 : Secrétaire général adjoint de l'Untec
- De 1991 à 1994 : Secrétaire général de l'Untec
- De 1994 à 1997 : Président de l'Untec.

Depuis, il faisait partie du Comité des Sages en tant qu'ancien Président.



TÉMOIGNAGE DE GÉRARD BORNET

VICE-PRÉSIDENT DE L'UNTEC DURANT LE MANDAT DE JEAN-PIERRE GOUEL DE 1994-1997 ET PRÉSIDENT DE L'UNTEC DE 1997-2003

Jean-Pierre Gouel a eu un long parcours syndical :

- Président de l'Untec pour le département de la Seine Maritime
- Vice-président national de l'Untec durant le mandat de Gérard Méganck
- Président national de l'Untec à la suite de son prédécesseur décédé Gérard Méganck pour deux années, de 1995 à 1996 et de 1996 à 1997.
- Membre du Comité des Sages
- Membre fondateur de l'ANREC avec le Président Jean Hervet et moi-même

Jean-Pierre a exercé son activité professionnelle à Rouen avec une spécialité pour les monuments historiques où il était très apprécié.

Durant la Présidence de Jean-Pierre à l'Untec, j'ai été l'un de ses Vice-présidents avant de lui succéder de 1997 à 2003.

Jean-Pierre était un homme de dossier et ne souhaitait pas prolonger son mandat national.

Le dossier qui lui tenait le plus à cœur était un projet de décret fixant les conditions d'utilisation du titre d'économiste de la construction et d'accès à l'exercice libéral de la profession.

Ce projet de décret à l'étude au ministère de la Justice devait définir la voie réglementaire appropriée et devait faire dépendre le titre d'économiste de la construction d'une formation initiale reconnue (imposée à partir de 2001), réhaussée au niveau bac+3 depuis le 4 juillet 1996. Serait également exigée, à partir de trois ans d'exercice, la qualification professionnelle délivrée par l'OPQTECC. Enfin, le titre d'économiste imposerait l'adhésion au Code de déontologie de la profession et publié au J.O. le 17 mai 1996.

Je garde de Jean-Pierre le souvenir d'un homme intègre et rigoureux, toujours prêt à donner sa vision sur l'évolution de la profession.



TÉMOIGNAGE DE YVETTE COQUELIN

**MEMBRE DE L'ANREC
SPÉCIALISTE « MÉTIERS DU BOIS »**

Membre de l'Untec, spécialiste bois, j'ai participé à plusieurs commissions de travail quand il était Président.

Je n'étais pas Économiste et n'ai pas eu l'occasion de travailler avec lui.

Jean-Pierre était un homme discret, très cultivé mais ne faisant jamais « étalage » de son savoir pourtant très grand.

Lors d'un repas après une réunion de Commission de travail, j'ai pu échanger avec lui ; il aimait beaucoup les ouvrages en bois et nous avions ainsi un point commun très fort.

Son mandat de Président de l'Untec a été très riche et Jean-Pierre a apporté un souffle nouveau.

Je garde le souvenir d'un homme affable, efficace dans ses actions, dont les connaissances techniques et la culture générale étaient remarquables. Chacun des membres de l'Untec lui doit beaucoup.

J'adresse à sa famille, ses proches et ses collaborateurs, toutes mes condoléances sincèrement attristées par son départ.

TÉMOIGNAGE DE JEAN-PIERRE HAVARD

**CONSULTANT - IMMOBILIER / CONSTRUCTION
AMO**

Monsieur Gouel demeure un syndicaliste reconnu par tous, son investissement personnel au sein de l'Union Nationale des Économistes de la Construction reste ancré dans la profession.

Durant toutes ses années professionnelles, il fut à l'écoute des revendications et des attentes des confrères tout d'abord au plan régional et ensuite au niveau national durant ses différents mandats.

Son implication en qualité de Président national a marqué son mandat par le nombre d'actions et de résultats significatifs obtenus pour la reconnaissance et l'évolution de notre métier d'Économiste auprès des différents maîtres d'ouvrages et donneurs d'ordres. Un exemple de ses actions dont je garde un souvenir porteur de missions économiques durables concerne la signature de la Charte entre l'Association des Maires de France et de l'Untec laquelle eut pour effet de développer un partenariat de confiance visant à développer l'économie de gestion des patrimoines immobiliers des communes de France.

Je m'autorise à souligner l'aspect ouvert et attentif de Jean-Pierre Gouel avec lequel j'entretenais des relations professionnelles mais également amicales sachant que je suis normand comme il le fut de très nombreuses années avant de prendre une retraite bien méritée en Savoie. Avant son départ, il prit le temps de participer à la création de notre Association des retraités de l'Économie de la Construction (l'ANREC) dont il fut le Secrétaire et il me proposa cette fonction que j'acceptais bien volontiers quelques temps plus tard.

Je suis particulièrement sensible à l'hommage qui est rendu à Jean-Pierre Gouel dans le magazine Économie & Construction et auquel il m'est permis de participer et ainsi d'honorer la mémoire d'un ami engagé durant de nombreuses années dans le présent et le futur de notre profession.

TÉMOIGNAGE DE PIERRE VOUTAY

**VICE-PRÉSIDENT DE L'UNTEC 1985/1991
PRÉSIDENT DE L'OPQTECC 1993/1999**

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris, au courant du mois d'août, le décès de notre confrère et ami Jean-Pierre Gouel, ancien président de l'Untec, le 25 juillet 2021.

Jean-Pierre a été un syndicaliste très engagé, il a fait partie de l'équipe qui a construit l'économie de la construction, transformant le métier de mètreur vérificateur en économiste de la construction.

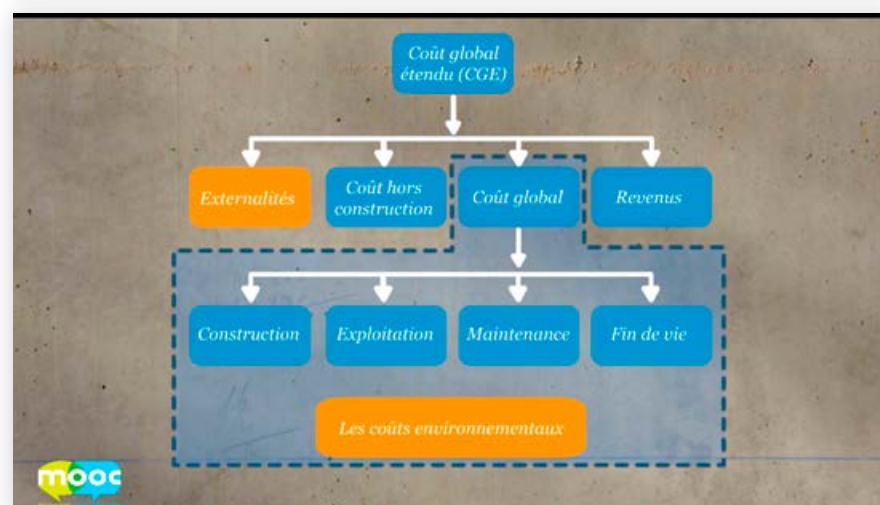
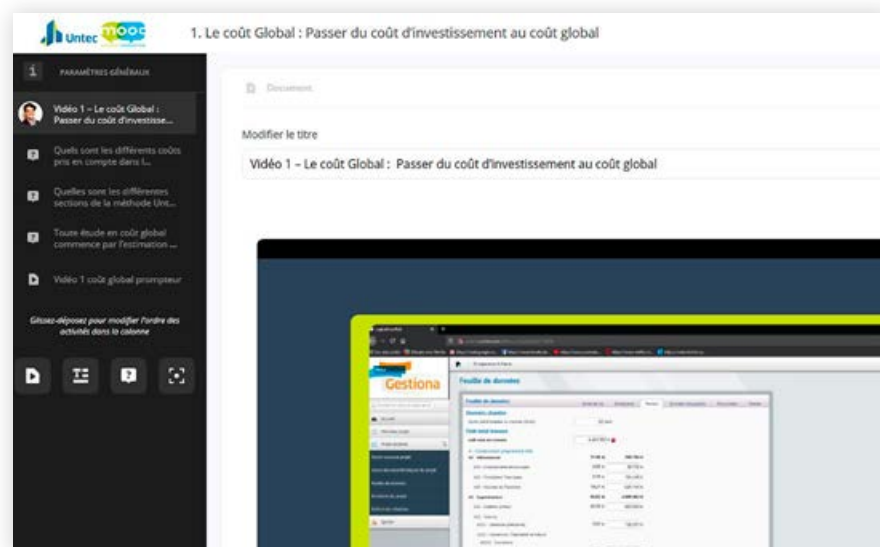
Originaire de la région normande, une région riche pour les économistes de la construction, une région où la succession des cabinets se passe souvent en famille, puisque Jean-Pierre a succédé à son père à la tête de l'entreprise familiale.

Sa passion pour notre profession l'a amené à assumer de nombreux mandats nationaux au sein du conseil d'administration de l'Untec : Vice-président de 1988 à 1991 sous la présidence de Gérard Méganck, Président de l'Union de 1991 à 1994.

Jean-Pierre était un homme à l'écoute de ses confrères, disponible pour le syndicat, recherchant toujours la réponse, ne lésant personne au problème posé.

Il nous a quitté à 89 ans, à Bourg-Saint-Maurice où il résidait près de sa fille depuis son départ à la retraite. Nous garderons le souvenir d'un homme affable, serviable, disponible, à l'écoute de ses confrères. Nous renouvelons nos sincères condoléances attristées à ses enfants, ses petits-enfants, et à toute sa famille.

MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ



PROGRAMME

SÉQUENCE 1

PASSER DU COÛT D'INVESTISSEMENT AU COÛT GLOBAL

- Présentation du coût global
- Méthodes d'estimation

SÉQUENCE 2

DÉFINIR LES COÛTS GLOBAUX

- Les différents coûts globaux
- Les différents coûts

SÉQUENCE 3

QUELLES DONNÉES D'ENTRÉES POUR MENER UNE ÉTUDE EN COÛT GLOBAL

- Quelles données sont nécessaires ?
- Où trouver les valeurs ?

SÉQUENCE 4

L'ANALYSE DU COÛT GLOBAL

- Les notions d'inflation et d'actualisation
- Les différents indicateurs d'analyse

SÉQUENCE 5

SIMULER UN PROJET EN COÛT GLOBAL

- Étape par étape, intégrer les informations nécessaires à l'étude
- Exemple commenté

SÉQUENCE 6

COMPARER LES SOLUTIONS

- Coût global appliqué pour choisir entre 2 variantes
- Exemple commenté
- Le coût global et le BIM



TEASER MOOC COÛT GLOBAL APPLIQUÉ :
<https://www.youtube.com/watch?v=hGx0ltaDlfw>

DEVENIR PARTENAIRE PRESCRIPTION



Visibilité



Rencontres
Networking



Formation



Promotion

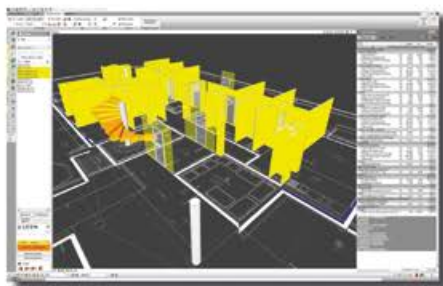


Point de contact : Sofian Tribouilloy - Directeur du développement
 01 45 63 54 82 - s.tribouilloy@untec.com

L'ensemble des pièces écrites depuis la Maquette Numérique ?



Graphic-Pack : un même logiciel, 3 scénarios BIM possibles :



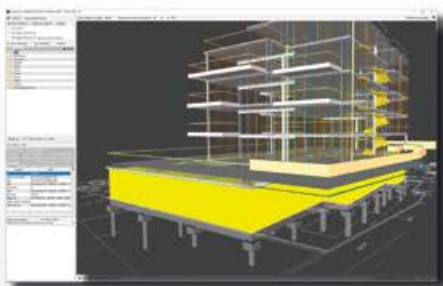
Saisie 3D simple de votre projet

Saisie à partir de fichiers PDF, DXF, DWG ...

Vous ne disposez pas de la maquette : saisissez-là !

Une fois cette maquette renseignée :

- Génération des quantitatifs, estimatifs et CCTP liés, tableaux de finitions, plans de repérages, ...
- Visionneuse 3D indépendante des DQE et/ou CCTP
- Export IFC de la maquette enrichie



Open BIM : Import/Export IFC

Depuis projets Revit, Archicad, All Plan, ...

Pas de ressaisie : vous importez directement la maquette 3D

- Ajouts, modifications ou adaptations possibles du projet
- Comparaison de maquettes de différentes versions
- Entre 2 versions : mise à jour auto des renseignements
- Confort de travail optimal. Optimisation des études
- Visionneuse interactive indépendante
- > Export IFC de la maquette renseignée (BIM niveau 2)



Plug-in REVIT

- L'ensemble des fonctionnalités **ATTIC+** directement intégrées à l'interface REVIT : le meilleur des deux environnements !



Cloud↓ATTIC :

Plateforme Cloud intégrée !

- Partage d'affaires : idéal télétravail !
- Gestion de comptes « invités »
- partage de plans, documents, maquettes, etc...
- Accès visionneuses



Visionneuse IFC
interactive gratuite

Site : WWW.attic-plus.fr
Mail : paris@attic-plus.fr
Tél : +33 (0)1 46 05 01 71

> Dans tous les cas : saisies classiques incluses

Autres solutions : Easy-KUTCH : Uniquement les quantitatifs
Gestion : Apple d'offres et Chantier

